L e s  É t u d e s  d u  C E R I
N° 13 - avril 1996

# Milices politiques et bandes armées à Brazzaville

## Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés

**Rémy Bazenguissa-Ganga**

Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques

# Milices politiques et bandes armées à Brazzaville
## Enquête sur la violence politique et sociale des jeunes déclassés

**Rémy Bazenguissa-Ganga**[1]

Deux types de regroupements armés peuvent être distingués à Brazzaville : trois milices privées, les Ninjas, les Cobras et les Requins[2], une milice d'État, la Réserve ministérielle, et un conglomérat de bandes se donnant le nom de Zoulous. Ces groupes armés se sont illustrés dans des guérillas urbaines[3], d'août 1993 à février 1994, et sont en partie responsables de l'augmentation de la délinquance et de la criminalité (vols, braquages, viols, etc.) dans les quartiers de Brazzaville qu'ils contrôlent. Paradoxalement, ce sont des mouvements informels de défense, soit de quartier soit de tel ou tel leader politique, qui leur ont donné naissance. Ces mouvements ont trouvé, dans un discours du Président de juin 1993, un prétexte pour s'organiser en milices : dans ce discours, celui-ci proposait l'embauche de deux mille miliciens dans les forces publiques.

Les milices regroupent des jeunes qui, vivant pour la plupart des situations d'incertitude quant à leur avenir social et économique, ont politisé leurs frustrations. Ils revendiquent un statut ou un emploi en échange de leur engagement. Espérant compter parmi les deux mille miliciens officiellement recrutés, ils recourent à toutes les manœuvres, y compris les plus violentes, pour y parvenir.

Dans un premier temps, nous examinerons l'histoire immédiate de ces milices, que nous examinerons ensuite l'une après l'autre. Dans un second temps, nous tenterons de resituer ces pratiques par rapport à la longue durée du champ politique congolais. Tous les faits rapportés, toutes les données analysées ici ont été recueillis au cours d'une

---

1 Je tiens à adresser mes remerciements, d'une part, à Claudine Vidal qui a lu et critiqué ce texte et, d'autre part, à Élisabeth Dorier-Apprill pour m'avoir permis d'utiliser les cartes qu'elle a mises au point sur les guérillas à Brazzaville et dont l'une est reproduite à la fin de cette étude.

2 Les Requins seraient, à ce que l'on m'a dit, basés à Pointe-Noire. Je n'ai pas pu travailler sur cette milice, qui n'est d'ailleurs pas très influente.

3 Elles ont fait officiellement près de 2 000 morts et ont provoqué le déplacement de 100 000 à 300 000 personnes ainsi que la destruction de 13 000 maisons.

enquête menée à Brazzaville du 13 décembre 1995 au 3 janvier 1996[4]. Cette enquête a consisté en un certain nombre d'entretiens et en une observation participante dans certains quartiers. Je me suis entretenu avec douze miliciens, trois responsables de milices[5], un journaliste et cinq universitaires et j'ai fait des observations dans les quartiers de Bacongo, Makélékélé, Mfilou, Mpila et Ouenzé.

## L'histoire immédiate des milices et des bandes armées à Brazzaville

Les groupes armés se sont constitués à différents moments et à l'occasion d'affrontements politiques. Puis ces violences, d'abord purement politiques, ont pris progressivement une signification ethnique[6].

La première période s'ouvre en février 1991 - ouverture de la Conférence nationale - et se clôt en juin 1993, date du discours de Pascal Lissouba annonçant l'embauche de 2 000 miliciens. La Conférence nationale, de février à juin 1991, a préparé la fin du monopartisme. Une période de transition est mise en place de juin 1991 à juillet 1992, avec André Milongo au poste de Premier ministre. Bernard Kolelas l'a fait élire, sur la base d'un accord selon lequel Milongo ne briguerait pas la présidence de la République à la fin de la transition. Mais Milongo n'a pas tenu cet engagement, ce qui a provoqué un conflit entre eux.

La période de transition prend fin à la suite d'élections diverses (municipales, législatives et présidentielle) chargées de remettre en place le multipartisme[7]. Trois partis s'imposèrent largement : l'UPADS (Union panafricaine pour la démocratie sociale) de Pascal Lissouba, le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) de Bernard Kolelas et le PCT (Parti congolais du travail), l'ancien parti unique, dirigé par Denis Sassou-Nguesso[8]. Les deux premiers, l'UPADS et le MCDDI, s'appuient

---

4 Ce travail d'enquête n'aurait pas été possible sans l'aide des membres de l'association Rupture, regroupant des universitaires et intellectuels congolais. Je tiens à remercier principalement Patrice Yengo, José Maboungou et Jean-Marie Bamokéna qui m'ont introduit auprès de la plupart de mes interlocuteurs. Les discussions informelles que nous avons eues m'ont aidé à éclairer bien des aspects de la violence à Brazzaville.

5 Cinq Ninjas, cinq Zoulous et deux Cobras, ainsi qu'un responsable de chaque milice.

6 On peut se reporter avec intérêt à l'étude d'Élisabeth Dorier-Apprill et Robert Ziavoula qui propose une analyse, du point de vue géographique, des conflits à Brazzaville : « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », in actes du colloque *Territoires, lien et frontière* (ORSTOM, Laboratoire Espace et Culture, Paris, 2-4 octobre 1995), L'Harmattan, 1996.

7 Après l'indépendance, intervenue en septembre 1958, le Congo a vécu une période de multipartisme jusqu'à la « révolution » du 15 août 1963, qui instaurait le parti unique.

8 Les itinéraires politiques de ces trois dirigeants, Pascal Lissouba, Bernard Kolelas et Denis Sassou-Nguesso, sont développés plus loin (pp. 20-22).

sur l'émergence politique de nouvelles " identités ethniques " : Nibolek et Tchek[9]. Ces nouveaux ensembles sont nés de l'éclatement en plusieurs composantes des populations du sud du pays, appartenant en majorité à l'ensemble ethnique Kongo. Les Tcheks sont regroupés autour de Bernard Kolelas et les Niboleks reconnaissent Pascal Lissouba comme leader.

En juillet 1992, après la période de transition, Pascal Lissouba accède à la magistrature suprême grâce à l'alliance nouée entre son parti, l'UPADS, et le PCT. L'organisation de l'UPADS repose principalement sur quatre personnalités (Martin M'Béri, ministre de l'Intérieur, Christophe Moukouéké, Secrétaire général du parti, Victor Tamba-Tamba, chargé de l'organisation du parti, et Kombo Moungounga-Nguila, ministre de l'Économie et des Finances). Tous, anciens du PCT, clament, selon la rumeur, que Lissouba est leur " création ". Un cinquième personnage important est Claudine Munari, secrétaire particulière du chef de l'État et cousine de Moungounga-Nguila.

Quelques mois après l'élection de Pascal Lissouba, les gouvernants, plus communément appelé " mouvance " [présidentielle], renforcent, par un recrutement de civils, la Garde présidentielle, qui allait jouer le rôle de police politique. Elle affrontera les partis de l'opposition, réunis, autour du MCDDI, dans l'URD (Union pour le renouveau démocratique). Dès octobre 1992, cette opposition est rejointe par le PCT, mécontent de la répartition des portefeuilles ministériels. Ce changement d'alliance fait basculer la majorité parlementaire si bien que, le même mois, le Président décide de dissoudre l'Assemblée nationale. L'opposition organise une marche pacifique le 30 novembre 1992, qui se heurte à la Garde présidentielle. La confrontation fait trois morts et une centaine de blessés.

Alors la rue se mobilise et élève des barricades[10]. Les tergiversations des leaders politiques exaspèrent les militaires qui décident, pour désamorcer la crise, de convoquer la classe politique, toutes tendances confondues, et de l'inciter à la sagesse. Sous l'autorité du chef d'état-major des armées, le général Jean-Marie Mokoko, les responsables de l'UPADS et de la coalition URD-PCT parviennent, le 3 décembre 1992, à un accord sur un gouvernement de large union nationale qui doit attribuer 60 % des portefeuilles à l'opposition et 40 % à la " mouvance ". Claude Da Costa, un membre de la " mouvance ", est nommé Premier ministre.

Après une période d'accalmie, le premier tour des législatives anticipées a lieu le 2 mai 1993. Les résultats sont contestés par l'opposition, qui crie à la fraude et boycotte le deuxième tour du 6 juin 1993. La veille de ce second tour, le leader de l'opposition, Bernard Kolelas, s'appuyant sur une recommandation inscrite dans l'Acte fondamental de la Conférence nationale, incite la population à la désobéissance civile et des barricades sont érigées dans les quartiers sud de Brazzaville où vivent majoritairement des Tcheks. Pourtant, le Président proclame les résultats de l'élection et un gouvernement est mis en place, avec Joachim Yhombi comme Premier ministre. Ancien général de l'armée, il a été

---

[9] Le terme « Nibolek » est un sigle pour désigner les habitants de trois régions administratives, le ***Ni****ari*, la ***Bo****uenza* et la ***Lek****oumou*, situées dans le sud du pays. Le mot « Niboland » désigne l'association de ces trois régions. Le terme « Tchek » désigne les habitants de la région du Pool, également dans le sud. Les conditions sociales d'émergence de ces identités ethno-régionales seront examinées plus loin.

[10] Pour plus d'informations sur ces barricades, voir Émile Le Bris et Patrick Quantin, « Les barricades sont-elles anticonstitutionnelles ? », *Politique Africaine*, n° 48, décembre 1992, pp. 142-146.

président de la République de 1977 à 1979. Actuellement, il est le leader du RDD (Rassemblement pour la démocratie et le développement)[11]. A son tour, l'opposition installe, le 27 juin, son propre gouvernement " de salut national ". La situation empire et conduira un peu plus tard à des guérillas urbaines. Le 30 juin 1993, rappelons-le, Pascal Lissouba promet le recrutement de 2 000 miliciens et, le 9 août 1993, il institutionnalise la milice d'État, la " Réserve ministérielle ", placée sous l'autorité de Martin M'Béri, ministre de l'Intérieur. Elle renforcera l'action répressive de la Garde présidentielle. Ces miliciens interviendront, généralement, lorsque le Président sera absent pour une visite officielle. L'opinion pensera que : soit le Président donnait des ordres à exécuter pendant son absence afin que la responsabilité ne lui soit pas imputée, soit il ignorait effectivement ce qui allait se passer et, alors, la responsabilité incombe au quatuor. Quoi qu'il en soit, il lui sera demandé, en décembre 1993, d'annuler un voyage officiel[12].

La seconde période, celle de l'ethnicisation de la violence politique, commence à la suite de deux interventions des FAC (Forces armées congolaises) dans les quartiers sud, le 7 juillet et le 3 novembre 1993. Cette période voit le passage du mouvement des barricades à la guérilla et l'émergence des trois autres milices. Le 7 juillet, le gouvernement confie aux FAC la mission de détruire les barricades. Les militants du MCDDI résistent et forment les Ninjas, qui seront la seconde milice. En riposte à l'attaque de l'armée, les Niboleks de tous bords politiques deviennent l'objet de violences de la part des Ninjas dans les quartiers sud. Certains Congolais parlent de " purification ethnique ", de " chasse aux Niboleks ", et ces quartiers sont surnommés Sarajevo.

Le 2 novembre, alors que Pascal Lissouba se trouve en visite officielle à Libreville, les Ninjas enlèvent deux hauts fonctionnaires niboleks, en représailles à l'arrestation de deux des leurs, pris en flagrant délit de vol d'armes dans un camp militaire. Le gouvernement lance un ultimatum et les otages sont rendus. Malgré cette libération, l'armée intervient le 3 novembre 1993, encerclant les quartiers sud ainsi que Mpila où est installé le gouvernement de l'opposition[13]. L'armée tire à l'arme lourde dans les quartiers sud[14].

---

[11] Joachim Yhombi est un farouche « ennemi » de Sassou. Pourtant, ils sont tous deux classés par l'opinion dans l'ensemble ethnique des Nordistes qui, à la différence des Sudistes, n'a pas implosé.

[12] En effet, le 19 décembre 1993, la panique gagne le quartier Moungali : le Président vient d'annoncer un voyage pour le surlendemain. Calixte Baniafouna, qui rapporte ce fait, souligne : « Le président Pascal Lissouba annule ce voyage. A Brazzaville, le bruit courait déjà d'une éventuelle prise de position de l'armée contre les voyages du président de la République ». *Congo démocratie : les déboires d'un apprentissage* (2 vol.), L'Harmattan, 1995, vol. I, p. 24.

[13] Selon la rumeur, le réseau du Premier ministre Yhombi, s'autonomisant dans le cadre de la « mouvance », aurait « ignoré » cette libération et décidé d'assiéger cet arrondissement. Cette version est confirmée par Calixte Baniafouna. Selon cet auteur, sur un bataillon de 400 militaires envoyés à Bakongo, 41 ont été tués. Il révèle aussi qu'une somme de 60 000 F CFA a été retrouvée dans la poche d'uniforme de chacun d'eux, ce qui semble correspondre à une « prime de risque ». En multipliant ce montant par 400, on peut supposer une enveloppe globale de 25 millions de francs CFA consacrés à cette opération par le gouvernement Yhombi-Opango (op. cit., p. 132).

[14] Le bilan officiel est de 39 morts, dont 5 militaires (Calixte Baniafouna, op. cit., p. 31), mais ce même auteur avance d'autres chiffres : « Les organisations humanitaires évaluent les pertes à 41 tués sur un bataillon de 400 militaires.(...) A la suite du "ratissage", 45 corps ont été découverts soit dans la nature, soit dans le fleuve Congo, 375 personnes ont été arrêtés et 36 enlevées », *ibid.*, p. 132.

Bernard Kolelas se réfugie alors à Mpila dans la résidence du leader du PCT, Denis Sassou-Nguesso, mais l'opposition continue à résister dans les quartiers sud où les Ninjas reçoivent le soutien des militants du PCT. Quelques jours après leur retour dans les quartiers nord, ces derniers se constituent en milice, les Cobras, afin d'assurer la sécurité de leurs dirigeants. Cet échec des FAC dans les quartiers sud marque la montée en puissance de la Réserve ministérielle ; celle-ci établit, sur ordre des gouvernants, un blocus de ces quartiers qui durera une quinzaine de jours.

A la mi-novembre, les troubles se déplacent dans l'arrondissement de Mfilou, qui voit les pires violences : des Tcheks sont tués et Mfilou est surnommé Beyrouth. Ces violences marquent l'entrée en scène d'un conglomérat de bandes armées, les Zoulous. Ces bandes sont composées d'originaires du Niboland à Brazzaville et principalement des habitants niboleks chassés des arrondissements de Bacongo et de Makélékélé. Le carnage avait été facilité par le manque de clairvoyance politique d'André Milongo, président de l'Assemblée, Tchek d'origine - dont le parti est l'UDR-Mwinda (Union pour la défense de la république) - qui, à la suite de ses différends avec Bernard Kolelas, fait partie de la mouvance présidentielle. Alors que beaucoup de Tcheks, sentant la menace, s'apprêtent à s'enfuir, Milongo lance, sur les antennes de la radio, un message qui demande aux populations de Mfilou de rester chez elles et, pour les rassurer, il affirme que des militaires seront envoyés pour assurer la sécurité des biens et des personnes. Il promet que, dans le cadre des alliances de la mouvance présidentielle, des laissez-passer seront distribués aux militants de l'URD-Mwinda[15]. Toutes ces promesses seront tenues mais Milongo n'avait pas envisagé que les forces publiques envoyées dans cet arrondissement seraient composées principalement des membres de la Réserve ministérielle. Ces derniers s'allient aux Zoulous pour réprimer tous les Tcheks quelle que soit leur appartenance politique. Plusieurs militants de l'URD-Mwinda périront dans l'affaire.

Des pourparlers entre parlementaires " originaires " des différentes régions du sud mettent fin à ces affrontements. Or, même si les belligérants ont décidé, après deux années de luttes fratricides, d'enterrer la hache de guerre, il est légitime de se demander si cette paix négociée sera durable ou s'il faut s'attendre à de nouvelles flambées de violence politique en 1997 lors des élections présidentielles. En effet, cette paix politique ne calme pas forcément les miliciens. Dans le cadre de la recherche des solutions visant la restauration de la paix, ils attendent des autorités qu'elles respectent leur engagement de recruter deux mille miliciens dans la force publique (FAC, Gendarmerie nationale et Police nationale). L'attente permet de maintenir, pour le moment, la plupart d'entre eux dans la légalité tandis que la déception pousse les autres à se désolidariser et parfois à se retourner contre ceux qui les ont armés. Ainsi, au mois de février 1996, une fraction de la Réserve ministérielle s'est-elle mutinée : les revendications portaient sur leur intégration dans les forces de l'ordre et le paiement de leur salaire.

---

[15] Les laissez-passer ont été effectivement distribués. Un trafic de vente illicite de ces documents s'est développé, ce qui n'a pas été sans nuire à leur validité.

*La “ Réserve ministérielle ” : les mercenaires du pouvoir*

La “ Réserve ministérielle ” est une milice formée par le pouvoir. Elle répond aux besoins des stratégies que ses détenteurs mettent en œuvre pour convertir leur puissance politique, nouvellement acquise, en influence militaire.

Les Forces armées congolaises (FAC) affichant leur neutralité politique, les gouvernants, dès l'élection de Pascal Lissouba, utilisent la Garde présidentielle, nommée CRS, pour asseoir leur pouvoir. Celle-ci, constituée en à peine trois mois, était formée de militaires, de civils et de membres de la Brigade d'intervention mobile, que le PCT avait créée pour réprimer les émeutes puis que la Conférence nationale avait dissoute, répartissant ses membres dans les différentes forces armées. Le “ quatuor ” qui dominait l'organisation de l'UPADS, se réclamant de l'ethnie Béembé, favorisa la sélection des militaires et civils de cette ethnie pour constituer la Garde présidentielle. Cette dernière commence à intervenir, de façon virulente, après le basculement de la majorité parlementaire. Elle musèle l'opposition en molestant et emprisonnant ses membres, puis sème la terreur dans Brazzaville. C'est elle aussi qui intervient le 30 novembre 1992 contre la marche pacifique, tuant trois manifestants. Par la suite, elle pratiquera des exactions contre les émeutiers dans les quartiers sud de Brazzaville.

Le chef d'état-major général, le général Mokoko, s'efforçant de maintenir l'apolitisme de l'armée, s'oppose à cette terreur. Il ordonne à la Garde présidentielle de démonter le dispositif qu'elle a mis en place à Brazzaville, sous peine d'intervention de l'armée. Le 16 juillet 1993, il est relevé de ses fonctions[16]. Des militaires plus favorables au nouveau pouvoir sont nommés à l'état-major général et le regroupement des membres civils de la Garde présidentielle est rendu officiel, le 9 août 1993[17], par la création d'une instance placée sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, Martin M'Béri : c'est la “ Réserve ministérielle ”, dirigée par le colonel Jean-Marie Nguembo, le frère de Martin M'Béri.

Entre-temps, certains civils de la Garde présidentielle ont été envoyés suivre une formation militaire rapide dans des camps d'Aubeville, Mouliéni, Tséké-Pembé, Mouyéyé et Mabombo situés dans la Bouenza. Par la suite, au début de l'année 1993, des jeunes sont recrutés dans le Niboland. En grande majorité issus du Niari, ces jeunes ont, pour la plupart, déjà molesté les Tcheks qui vivaient dans cette région. D'autres miliciens proviennent de la Lékoumou et de la Bouenza ; enfin, s'y ajoutent quelques ressortissants des autres régions de la République, sympathisants des formations politiques affiliées à la “ mouvance ”, pour constituer la garde de leurs leaders. Tous ces miliciens sont appelés communément les “ Aubevillois ”. Ils sont entraînés par le colonel Jean Da Costa, le frère du

---

[16] « Le comportement brutal et inadmissible affiché par la Garde présidentielle m'obligea à la contraindre, au besoin par la force, à se conformer strictement au rôle que lui reconnaissaient les textes réglementaires. Dans un contexte général passablement alourdi par mon refus de donner les forces armées pour "nettoyer la ville" comme cela me fut demandé par le chef de l'État, ma ferme volonté de remettre la Garde présidentielle dans le rang ne pouvait qu'inquiéter. Le Président de la République finit par se rendre aux arguments de ses amis et à ceux des gardiens du temple. Il me limogea le 16 juillet 1993. Il faut dire que dans la matinée, je venais de donner à la Garde présidentielle l'ultimatum de démonter avant 15 heures le dispositif de terreur installé en ville, faute de quoi j'ordonnerais aux forces de la Zone autonome de Brazzaville de la faire déguerpir par la force des armes. » (Jean-Marie Michel Mokoko, Congo : le temps du devoir, L'Harmattan, 1995, p. 72).

[17] Lettre du président de la République n° 756 - PR/CAB - CIV du 9 août 1993.

Premier ministre du gouvernement de large union, Claude Da Costa.

Les miliciens de la Réserve ministérielle interviennent à Brazzaville, ouvertement, après la défaite des forces armées du 3 novembre 1993. Ils contribuent à intensifier l'ethnicisation de la violence politique. Leur stratégie est de harceler les Ninjas et les populations des quartiers sud. Ils tentent d'y pénétrer mais essuient des pertes et y renoncent. Ils se dissimulent dans les cimes des arbres pour tirer des rafales en direction de ces quartiers. De temps en temps, ils utilisent des armes lourdes. Les " Aubevillois " participent aussi, de novembre 1993 à janvier 1994, à l'attaque contre les Tcheks dans l'arrondissement de Mfilou.

Après la guerre, un autre centre de formation est créé à Loudima, ville située dans la région du Niari. Ce centre est une ancienne école de la SWAPO (South West Africa People's Organization)[18]. Cette création est une conséquence des dissensions au sein de la " mouvance " quant au contrôle de cette milice. En effet, le colonel Nguembo, frère du ministre de l'Intérieur Martin M'Béri, après avoir évincé le colonel Jean Da Costa, frère du Premier ministre Claude Da Costa, a pris le commandement d'Aubeville en y nommant un de ses fidèles. C'est pour déjouer les manœuvres du colonel Nguembo et de son frère que les originaires du Niari ont fait implanter un centre dans leur région. Dans ce camp, une grande majorité de miliciens viennent de Brazzaville, principalement de l'arrondissement de Mfilou. Ces jeunes sont nourris et bénéficient d'une couverture sanitaire totale à la charge de l'État. Leur formation est assurée, à partir de 1994, par une quarantaine d'Israéliens.

Les miliciens de la Réserve ministérielle ne sont pas complètement sous contrôle. Ainsi, par exemple, certains sont à l'origine de l'insécurité dans le Niari et d'autres ont, en 1994, envahi et saccagé le domicile de Martin M'Béri, leur responsable. L'opinion prétend que ces derniers auraient été envoyés par les proches du Président, originaires du Niari, pour donner une leçon au ministre de l'Intérieur qui ravissait la vedette à leur leader. En septembre 1995, des miliciens partis de Brazzaville ont tué, dans la Lékoumou, trois personnes de la famille du Président. Les victimes étaient accusées de sorcellerie. Enfin, nous évoquerons les deux mutineries d'une fraction des membres de la Réserve en 1994 et 1996.

Le chiffre qui circule est celui de quatre mille jeunes ainsi formés. Cependant, 819 miliciens seulement de la Réserve ministérielle participent actuellement aux actions des Forces publiques : d'une part, 348 Aubevillois sont utilisés en tant qu'auxiliaires de police dans les commissariats et d'autres services de police à Brazzaville ; ils sont hébergés à l'auberge de jeunesse voisine du garage administratif, reçoivent mille francs CFA par jour et bénéficient de la gratuité des soins ; ces miliciens devraient être intégrés dans les rangs de la Police nationale. D'autre part, 471 miliciens, internés au camp militaire " du 15 août ", situé dans le Plateau, devraient être incorporés dans l'armée. Ils sont eux aussi totalement pris en charge au plan médical et nourris par l'État. Ils suivent actuellement une pré-formation à Brazzaville et sont, ponctuellement, utilisés sur le terrain. Par ailleurs, un autre groupe de 700 miliciens suit actuellement une formation d'élite au centre de Loudima. Dans le cadre des négociations entre tous les partis pour réduire la délinquance

---

[18] La SWAPO est un des principaux mouvements de libération de la Namibie. Elle trouvait un soutien au Congo. Une base de formation de ses militants se trouvait à Loudima.

en intégrant certains miliciens dans les forces publiques, 750 miliciens ont été sélectionnés sur les 819 en activité. Ils devraient être parmi les premiers à entrer dans l'armée mais le ministre de la Défense, Stéphane Bongo-Nouarra, a refusé de signer le décret de leur intégration.

*Ninja : la contre-violence des opposants perpétuels*

Le nom de Ninja est celui de la milice contrôlée par les dirigeants du MCDDI, le parti le plus puissant de l'opposition. Cette milice provient de l'amalgame de plusieurs groupes d'autodéfense constitués, à Brazzaville et dans le Pool, en dehors des structures du parti et dont l'efficacité sur le terrain décida certains leaders de l'opposition à les organiser à leur profit.

Le groupe d'autodéfense qui fut l'embryon de cette milice émergea après la répression de la " marche pacifique " de novembre 1992, où trois militants du MCDDI avaient trouvé la mort[19]. Le soir même, une information circula à Bacongo, selon laquelle ceux qui savaient se servir d'une arme étaient invités à se faire recenser au poste de police du marché Total, à côté du domicile du Président du MCDDI. Une vingtaine de volontaires s'enrôlèrent et y installèrent leur quartier général[20]. Ils ne se connaissaient pas tous mais se reconnaissaient comme militants du MCDDI, défendant la même cause. La participation aux barricades, de novembre 1992 à fin juin 1993, obligea ces militants à se côtoyer journellement. Cette proximité renforça les liens.

Pour riposter à la répression exercée par la Garde présidentielle, ces jeunes menaient des actions clandestines, portant des cagoules afin d'éviter d'éventuelles sanctions. Plusieurs opérations réussies leur permirent de s'approvisionner en armes. Au début, ils ne semblent pas avoir reçu d'armes, même si l'opposition en possédait, car ils ne faisaient pas partie de la stratégie de défense militaire du MCDDI ; ils n'utilisaient que des pierres. Dès qu'un membre de la Garde présidentielle tombait, son arme était récupérée. Ensuite, ils utilisèrent des cocktails molotov, dont la fabrication leur avait été enseignée, selon la rumeur, soit par Claude Ernest Ndalla, soit par Blaise Kololo[21] : ces explosifs immobilisaient les jeeps et leurs occupants abandonnaient leurs armes qui étaient récupérées. Les miliciens qui savaient les manier instruisaient leurs compagnons.

Le 7 juillet 1993, cette milice résiste face aux Forces armées congolaises chargées de détruire les barricades. La technique de combat associe deux personnes : un tireur et son

---

[19] Cet événement a été construit comme l'acte fondateur des Ninjas. Des cassettes vidéos (par exemple Calixte Mialoukouete, *Les événements politiques du Congo*, 1993) relatant cette marche ont été vendues, qui insistent sur la répression et exacerbent le ressentiment des Tcheks par des témoignages de militants de Kolelas qui critiquent la perfidie des Niboleks.

[20] Selon un de ces miliciens, actuel garde de Kolelas, que j'ai interrogé, ce dernier n'était pas au courant de ce qui se passait : « Il a été étonné quand la liste lui a été présentée. Il a dit qu'il n'avait pas besoin de miliciens car une garde rapprochée composée de quinze militaires lui avait été affectée légalement ».

[21] Le premier avait déjà été accusé, en 1983, d'avoir placé des bombes à Brazzaville. Le second aurait appris cette technique, selon la rumeur, en France où, pendant ses études universitaires, il avait milité dans les groupuscules gauchistes.

éclaireur. Ce dernier, désarmé, se balade “ innocemment ”, cinquante mètres devant le tireur, et passe dans les lignes ennemies. Il informe par signes le tireur sur la position de l'ennemi. Lorsque le militaire est abattu, l'éclaireur prend son arme et devient à son tour tireur. En outre, pour les informations, ces miliciens peuvent aussi compter sur la complicité de tous les habitants du quartier puisqu'il ne s'agit plus seulement de défendre une position politique mais la survie de deux arrondissements et de la région du Pool. Cette attaque, marquant le début de l'ethnicisation de la violence politique, voit augmenter légèrement l'effectif des miliciens. Leur nombre oscille entre 30 et 50 membres. En même temps, d'autres groupes d'autodéfense se mettent en place dans la région du Pool et surtout dans les communes et villages qui longent le chemin de fer.

C'est à la suite des combats que le nom de Ninjas fut attribué à ces miliciens en relation avec leur technique de résistance. Toute une mythologie se forma par la suite. On racontait que, lors des combats, ces jeunes sortaient de nulle part, parfois ils surgissaient de terre. Leur intelligence au combat était magnifiée : simulant la folie, ils réussissaient à passer derrière les lignes ennemies. Ils étaient crédités d'invincibilité (“ Les balles ne les atteignaient pas ”[22]) et même d'invisibilité : selon nos informateurs Ninjas, ce sont les militaires, étonnés de ne pas les voir, qui leur avaient donné ce nom en les comparant aux Ninjas des films.

C'est à ce moment-là que les leaders du MCDDI, ayant remarqué l'efficacité des Ninjas sur le terrain, décident de les organiser et de les armer. Avant qu'un militaire de sa garde et un civil ne les instruisent, Kolelas les prépare “ mystiquement ” au combat. Par certaines techniques, il “ construit ” socialement leur invincibilité. Ces guerriers portaient des fétiches. Ils étaient censés être invisibles. En plus, il les avait investis d'un pouvoir précis, *Bindialuka*, qui consiste, dans une situation périlleuse, à faire certaines invocations pour se retrouver projeté plus loin. Un Ninja interrogé nous a précisé : “ Notre combat était spirituel, dans le sens où nous nous sommes beaucoup inspirés de la Bible et particulièrement des Psaumes. Nous avons revécu l'expérience des enfants d'Israël. Pendant les combats, nous portions des chapelets et des bandeaux de tissu rouge ou blanc sur la tête ”.

En représailles à l'attaque des forces armées, les Ninjas se lancent d'abord dans l'expulsion des Niboleks des quartiers sud. L'opération se déroule en trois phases. Dans un premier temps, les maisons des leaders politiques de la “ mouvance ” sont rasées. Du point de vue de l'imaginaire congolais, c'est la pire punition politique qui soit. Dans un second temps, les Ninjas s'en prennent à tous les cadres niboleks et les accusent de cacher des armes. Si le propriétaire est présent, sa maison est seulement fouillée mais s'il est absent, elle est pillée et démolie. Cette phase marque donc le début d'une série d'actes de délinquance, particulièrement de pillages. Toutefois, il semble que cela n'ait pas donné lieu à une accumulation économique[23]. Dans un troisième temps, tous les

---

[22] Les sceptiques diront plus tard que des gens passaient et enlevaient les cagoules des Ninjas morts : les cadavres ramassés ne pouvaient plus être identifiés comme Ninjas.

[23] Le vol était interdit aux Ninjas, qui mettaient en avant la dimension religieuse de leur mobilisation. Ils croyaient qu'un bien volé ne pouvait pas permettre l'enrichissement. Certains Ninjas, ayant volé, ont été battus dans la rue par les autres. Pour ne pas subir ce traitement, le bien volé pouvait être vendu et l'argent utilisé à payer de la bière.

autres Niboleks vont devoir partir et leurs maisons seront récupérées pour loger les “ sinistrés ” tcheks : c’est le mot qui sert généralement à désigner les personnes qui ont été chassées, pour des raisons ethno-politiques, des quartiers où elles habitaient.

Le 3 novembre 1993, après l’attaque de l’armée à l’arme lourde contre Bacongo, la milice est renforcée par près de trois cents membres venant, pour la plupart, d’autres groupes d’autodéfense[24]. Le nombre des cadres instructeurs passe à quinze. Ce sont des volontaires ; certains sont des civils ayant suivi une formation militaire, d’autres, d’anciens militaires, exclus de l’armée parce qu’impliqués dans différents coups d’État. Après plusieurs années d’exil, ils sont revenus au Congo à la veille de la Conférence nationale.

Un corps de Forces armées ninja (FAN) est créé, qui retient une cinquantaine de miliciens dont cinq femmes[25]. Ils perçoivent une solde quotidienne du 4 novembre au 25 décembre[26]. A la suite de l’attaque de Bacongo, les Ninjas enlèvent leurs cagoules selon les recommandations des FAN. D’une part, parce que des miliciens de la Réserve ministérielle entraient à Bacongo déguisés en Ninjas ; d’autre part et surtout, dès lors que cet arrondissement était entré en opposition ouverte avec le pouvoir central, les Ninjas n’avaient plus à craindre des représailles. Le corps des FAN, qui les recensait, se portait garant de leur moralité et leur assurait l’impunité pour les actes commis. Selon leur chance au combat, les Ninjas “ gagnent ” des grades qui sont des galons arrachés aux militaires tués ou désarmés.

Un haut commandement FAN est mis en place sous la direction, dit-on, des colonels Philippe Bikinkita et Blaise Nzalakanda, deux militaires en disgrâce et exclus de l’armée. Le premier, frère de Bernard Kolelas, avait passé plusieurs années d’exil en Europe ; quant au second, fils d’un ancien ministre, il avait été commandant des forces de l’OUA au Tchad. Un cabinet FAN, dans lequel figurent les éléments du haut-commandement et les cadres instructeurs, est installé. Pour contrôler les quartiers sud, il établit des barrages. Ces points de contrôle sont tenus par trois à quinze personnes dont un chef de poste, qui connaît bien la zone à protéger, et son adjoint. Il s’agit d’assurer la sécurité tout en respectant les consignes du haut commandement. A ces points de contrôle, les Ninjas déterminent à l’aide de “ tests ” l’origine ethnique de tout individu étranger à la zone[27].

---

[24] Ils étaient chômeurs, fonctionnaires, militaires, enseignants, vendeurs, mécaniciens, maçons, menuisiers, électriciens, élèves, avec une prédominance de marginaux.

[25] Elles étaient d'anciennes miliciennes mais n'obtinrent pas de grades durant leur expérience Ninja.

[26] 1 000 francs par jour pour les « anciens » et 500 francs pour les nouveaux. L'argent venait des contributions des responsables politiques de l'opposition. Lorsque ces per diem cesseront d'être versés, les Ninjas installeront aux barrages des coupelles où chaque passant mettra la somme qu'il veut.

[27] Par exemple : « Qu'est-ce que le mbondi ? Peut-on le couper avec un couteau ? » (*le mbondi* est un légume mangé cru avec du poisson salé). Une identité était attribuée au suspect à partir de sa réponse. Mais la plupart des réponses n'étaient pas connues des Brazzavillois, même par beaucoup de Tcheks, qui en ont subi les conséquences. Car, pour trouver les « énigmes » à poser, les Ninjas puisaient dans leur expérience propre : plusieurs d'entre eux avaient été en vacances, dans leur enfance, au village où ils avaient acquis quelques bribes de traditions ; d'autres avaient grandi au village et n'étaient venus que plus tard à Brazzaville ; la plupart étaient originaires des régions de Kindamba. Tous ces Ninjas vont déterminer une espèce de sens commun qui réinvente la tradition. Quand ils avaient du mal à attribuer une identité à une personne contrôlée, ils recoupaient les questions avec d'autres éléments. Un témoin pouvait confirmer l'identité d'un suspect ou encore, quelquefois, les contrôleurs se laissaient corrompre.

Pour mieux surveiller le quartier, ils imposaient régulièrement aux habitants différents itinéraires qu'ils devaient emprunter après avoir dépensé beaucoup d'énergie pour en connaître le tracé. Par ces déplacements, chacun signifiait son respect des mots d'ordre.

Les Ninjas surveillaient les bords du fleuve afin d'empêcher les militaires de le traverser et d'envahir Bacongo. Or, un trafic clandestin de marchandises entre Kinshasa, la capitale du Zaïre, et Brazzaville, s'y déroulait régulièrement. Les Ninjas trouvèrent moyen de rentabiliser ce commerce à leur profit en créant le " port " de la " Main Bleue " (à côté d'un bar célèbre qui porte ce nom), où ils obligeaient les trafiquants à leur verser des droits pour chaque colis[28].

A la fin des hostilités, la plupart des Ninjas devinrent des délinquants à Brazzaville et dans le Pool. Pour continuer à les contrôler, le MCDDI décida de maintenir le corps des FAN. Un commandant et un commandant adjoint furent nommés. De formation militaire tous les deux, ils n'appartenaient toutefois pas à l'armée. Une sélection de miliciens fut effectuée en fonction du niveau scolaire, de l'ancienneté et de la compétence car leurs faits d'armes étaient connus de tous. Un corps d'à peu près 300 Ninjas, principalement brazzavillois, fut constitué : une quinzaine d'entre eux renforcèrent la garde officielle de quinze militaires protégeant Kolelas et surveillèrent le chemin de fer, tandis que les autres contrôlaient le " port de la Main Bleue ". Malgré cette sélection, les craintes de ces Ninjas quant à leur avenir ne sont pas calmées. La plupart espèrent entrer dans l'armée. Promotion qui est, à leurs yeux, importante pour être absous car leurs meurtres seront alors convertis en faits de guerre. Tant que les décisions d'intégration ne sont pas effectives, beaucoup de Ninjas sélectionnés essaient de rester dans la légalité, tandis que les non-sélectionnés sont extrêmement déçus puisqu'ils ont risqué leur vie comme les autres. Pour manifester leur mécontentement, ces exclus continuent à revendiquer leur statut de Ninja et deviennent des délinquants dans le Pool et à Brazzaville de façon individualiste ou organisée en gangs. Pour contrôler ces groupes, les FAN cherchent souvent à collaborer avec eux. Ce système réussit plus ou moins. Ainsi, les quartiers sud sont redevenus calmes alors qu'il y a, de temps en temps, des frictions dans le Pool et, en particulier, sur la voie du chemin de fer où les voyageurs sont rackettés.

### *Les Cobras : les déclassés de la politique s'organisent*

Les Cobras rassemblent des miliciens de la fraction de l'opposition associée à l'ancien parti unique, le Parti congolais du travail (PCT). La marginalisation politique de ce parti avec l'arrivée du multipartisme conduit ses leaders à mettre en œuvre des stratégies de reconversion de leurs actifs. Cette milice est constituée, après les affrontements du 3 novembre 1993, par la militarisation de la machine électorale liée à l'ancien président de la République Denis Sassou-Nguesso. Les Cobras contrôlent les quartiers Poto-poto, Ouenzé et Mpila, où se trouve le siège de leur parti.

Dans le cadre de l'alliance URD-PCT, l'opposition comptait plus, en cas d'affrontement armé, sur les militaires que sur des milices qu'elle aurait formées. Le président Sassou

---

[28] Ces droits allaient de 2 000 à 5 000 francs. Certains jours, il leur était possible de récolter près de 300 000 francs. L'argent gagné était partagé et une partie était reversé au parti.

avait gardé une influence sur l'armée, car il avait, du temps du parti unique, promu beaucoup de ses " parents " à des postes de commandement. Ainsi, dès le basculement de la majorité, l'opposition mettait en place un double réseau de relations politiques et militaires. Ces réseaux étaient cloisonnés, chaque membre ne traitait qu'avec deux ou trois militants alliés. Le réseau politique transmettait les informations au réseau militaire qui les traitait à sa manière. Ce dernier réseau reliait principalement les militaires favorables au PCT. Or, l'attaque des quartiers sud, le 3 novembre 1993, remit en cause cette stratégie, car elle obligea l'opposition à s'organiser rapidement sur le terrain. Quelques militants du réseau militaire du PCT combattirent dans le cadre de l'alliance de l'opposition dans ces quartiers. Ils passèrent par le fleuve avec des armes en transitant par Kinshasa[29]. Ils assurèrent principalement le rôle d'instructeurs des Ninjas. Grâce à leur appui, la résistance des Ninjas devint plus efficace, surtout dans le maniement des armes lourdes. Cette participation à la résistance contre les militaires des Forces armées congolaises fut le véritable acte de naissance des Cobras.

A ce moment-là, la probabilité était grande que le siège du PCT soit la prochaine cible après Bacongo, d'autant plus que le 3 novembre, en même temps qu'elle encerclait ce quartier, l'armée investissait aussi Mpila où se situe le siège du gouvernement parallèle mis en place par l'opposition. Dès le retour des militants à Mpila, un groupe de réflexion, composé des militaires du réseau clandestin, se réunit pour analyser les conditions de mise en place d'une milice Cobra. Étant donné que les affrontements ont lieu en ville, il décide d'enrôler, dans les quartiers où ils sont le mieux implantés, des militants appartenant au " Comité de soutien Denis Sassou-Nguesso " pour tenir le rôle d'informateurs et, éventuellement, de combattants capables de stopper l'avancée des FAC, voire même de contre-attaquer.

Le comité de soutien regroupait quelques centaines de militants du PCT qui protégeaient, bénévolement, le chef de leur parti en renforçant la garde de quinze militaires qui lui était légalement accordée. Ces militants étaient désarmés et se relayaient, jour et nuit, dans la cour de sa résidence[30]. Ils passaient la nuit autour d'un feu, le leader leur donnait du café et, chaque matin, une somme de 500 francs. La présence continue de ces militants dans la résidence de Sassou renforçait leurs liens sociaux. Ces militants des deux sexes appartenaient à toutes les couches socio-professionnelles (cadres de l'État, universitaires, déscolarisés, chômeurs, etc.) et étaient de diverses origines ethno-régionales, avec une prédominance de Nordistes. Curieusement, le comité comprenait aussi des étrangers, principalement des Zaïrois.

Ces militants se distinguaient selon quatre catégories : les " ambassades ", les " familles ",

---

[29] Il est difficile de connaître les canaux d'approvisionnement en armes de l'opposition. Selon la rumeur, une bonne partie des armes serait fournie par Sassou. Certaines versions affirment que cet armement est détourné des dépôts de l'armée tandis que d'autres versions parlent des relations entre Sassou et la compagnie pétrolière française Elf : Sassou est présenté comme le garant des intérêts d'Elf au Congo. Selon cette version, ce serait Elf qui verserait à Sassou de quoi acheter les armes, mais aussi entretenir une situation d'instabilité qui lui permettrait de revenir au pouvoir au moyen d'un coup d'État. Les Cobras que nous avons interrogés, eux, affirment que Bernard Kolelas avait acheté des armes, restées à Kinshasa. Les Cobras, transitant par cette ville, les auraient récupérées et transportées à Bacongo.

[30] Des regroupements de volontaires, qui défendaient un leader politique, étaient courants à cette époque. La plupart des personnalités politiques importantes disposaient d'une telle protection.

les “ héritiers ” et les “ mamans des associations Denis Sassou-Nguesso ”. Le mouvement des “ ambassades ”[31] émergea dès la Conférence nationale dans les quartiers Ouenzé et Talangaï. La réputation de Sassou étant remise en cause, des jeunes militants du PCT dressèrent des stands où ses photos étaient placardées. Lors de la période électorale, cette initiative fut encouragée par le parti, qui apporta une aide matérielle à ses militants. Le mouvement s'étendit au reste de la ville à l'exception des arrondissements de Bacongo et Makélékélé. Les équipes de la “ famille ” rassemblaient les personnes revendiquant des liens de parenté ou seulement la même origine régionale que Sassou. Ce groupe était plus hétéroclite : des femmes y côtoyaient des hommes ; des civils, des militaires de tous rangs, membres du GAP (Groupement aéroporté, ou “ Bérets rouges ”), corps auquel appartient le général Sassou ; alors que la plupart étaient brazzavillois, certains avaient quitté leur village. Les “ héritiers ” étaient des jeunes militants qui pensaient qu'il fallait être en mesure de se défendre en cas d'attaque, même à main nue. Tous karatéka, ils entraînaient, pendant la journée, les autres à l'autodéfense. Les “ associations des mamans ”, enfin, regroupaient les femmes et les sœurs des militants ; elles étaient elles-mêmes adhérentes du PCT. Chacune de ces quatre catégories était organisée et avait son président. Elles étaient représentées dans une organisation commune constituant le Comité de soutien Denis Sassou-Nguesso, avec un président (héritier), un vice-président (ambassadeur), un secrétaire (association), un chargé du matériel et des finances (famille).

Le recrutement des Cobras, effectué dans le comité de soutien, permit la sélection d'un véritable petit corps armé de 200 à 250 militants. Leur quartier général fut installé dans la résidence de Sassou. Ils n'étaient pas payés mais seulement nourris. Selon une autre version, ils auraient reçu 10 000 francs CFA par jour pendant les deux premières semaines de novembre 1993 ; par la suite, il leur aurait été versé, d'une manière dégressive, 5 000, 2 000, 1 000, 500 francs puis plus rien ; la fin des versements aurait provoqué la démobilisation de nombreux miliciens. Les Cobras s'organisèrent pour voler des armes dans les dépôts de l'armée et de la police. Ces actions furent menées en complicité avec les Ninjas. Les quinze militaires affectés à la garde de Sassou assumèrent le rôle d'instructeurs car ils étaient les seuls à être protégés par leur position professionnelle. Les autres militaires, n'ayant pas ce privilège, repartirent dans leurs corps. Toutefois, les Cobras continuèrent à recevoir leurs instructions du réseau militaire. Ils furent placés sous la direction des colonels Pierre Oba et Michel Ngakala, un cousin de Sassou. Lorsque Sassou quitta sa résidence pour aller à Oyo, la plupart des Cobras se replièrent avec lui. Depuis, la majeure partie est installée là-bas. Ils se sont mis à l'agriculture et à la pisciculture. La plupart ne veulent pas revenir à Brazzaville.

La création des Cobras contribua à augmenter les taux de délits et de crimes dans les quartiers qu'ils contrôlaient, Ouenzé, Poto-poto et Talangaï. En effet, quelques militants, après avoir reçu des armes, y installèrent un climat d'insécurité. Ce fait est confirmé par les services de police[32]. La direction des Cobras renvoya ces délinquants ne respectant

---

[31] Sur ce mouvement des ambassades, voir Fabrice Weissam, *Élection présidentielle de 1992 au Congo* : entreprise politique et mobilisation électorale, IEP de Bordeaux et Université de Bordeaux I, 1993, pp. 55-57.

[32] Dans un rapport, les services de police établissent les statistiques suivantes. Quant à la nature des délits et crimes : braquage (72,78 %), vol de voitures (13,6 %), enlèvement de chauffeurs de taxi (5,44 %), pillage (4,08 %), assassinat (4,08 %). Ici le faible taux de pillage va de pair avec l'absence d'affrontements

pas les directives et ces derniers s'enfuirent avec leurs armes. Cette absence de contrôle fut encore plus marquée après le départ de Sassou de Brazzaville. Les Cobras qui ne l'avaient pas suivi, et qui ne recevaient donc plus de moyens de subsistance, devinrent des délinquants. Certains le firent d'une manière isolée, d'autres s'organisèrent en bande et investirent la résidence de Sassou, laissée libre sous la responsabilité de trois militaires. Des membres de sa famille, désœuvrés mais déjà formés militairement, décidèrent de renforcer cette garde. Or, simultanément, eurent lieu différents hold-up, dont la plupart attribués aux Cobras. Pour mettre fin à ces exactions, le gouvernement, après avoir reçu l'accord de Sassou, décida d'envoyer les forces armées pour vider ce repaire. Mais, la veille de l'attaque des militaires, les Cobras libérèrent la résidence de l'ancien président et se retranchèrent à Oyo. Ce fait confirma, pour l'opinion congolaise, qu'une forte complicité continuait à exister entre certains militaires et les Cobras.

Au cours de l'année 1995, le gouvernement met en place une structure ponctuelle dénommée Opération Pacific II, regroupant toutes les composantes de la force publique et coordonnée par le directeur général de la Police nationale, pour sécuriser les populations les plus touchées par les actes criminels dans les quartiers de Moungali, Poto-poto, Ouenzé, Talangaï et Mpila. Cette opération réinstalle le calme dans ces quartiers.

*Les " Zoulous " : les Niboleks à la conquête d'un territoire dans Brazzaville*

Les " Zoulous " contrôlent les quartiers Est de Brazzaville : Mfilou, Diata, Moutabala, Makazou, la Base, Ngampio, la Frontière. Ils ne sont pas organisés en milice mais forment un conglomérat de bandes armées. Deux problèmes se posent à eux : d'une part, le maintien de la cohabitation forcée de leurs différentes bandes et, de l'autre, leur collaboration avec la Réserve ministérielle.

A la différence des deux autres partis, MCDDI et PCT, l'UPADS, leader de la mouvance présidentielle, n'a pas de territoire dans Brazzaville où son électorat soit majoritaire. Il semble qu'après novembre 1993, les gouvernants proches de l'UPADS aient voulu se tailler un tel territoire[33]. Pour ce faire, les Niboleks jettent leur dévolu sur les quartiers Est que leur attribue imaginairement l'opinion. En fait, ni les recensements, ni les résultats électoraux ne corroborent la domination démographique de ces quartiers par les Niboleks. Mfilou abrite, dès 1980, plus de 60 % d'originaires du Pool, c'est-à-dire des Tcheks et, lors des élections locales de 1992, sur les 17 sièges à pourvoir, le MCDDI en a gagné 11 et

---

contrairement au cas des Ninja et des Zoulous. Quant à l'analyse sectorielle des quartiers, les statistiques donnent les chiffres suivants : Moungali (24,41 %), Poto-poto (13,9 %), Centre-ville (12,79 %), Ouenzé (8,13 %), Talangaï (8,13 %), Plateau des quinze ans (8,13 %), Mpila (4,30 %) et Mikalou (4,30 %). Les chiffres des autres quartiers et arrondissements de Brazzaville n'ont pas été accessibles à la police, ce qui indique la limitation de son champ d'action. Tous ces chiffres sont fournis dans : Ministère de l'Intérieur chargé de la Sécurité et du Développement urbain, *Réflexion sur le phénomène criminel à Brazzaville*, Brazzaville, juillet 1995.

[33] La rumeur prétend que cette volonté politique est explicitement exprimée par les leaders de la "mouvance" et que le ministre de l'Intérieur, Martin M'Béri, aurait pour mission de la réaliser.

l'UPADS, seulement 4[34].

Les Zoulous qui expulsent certains Tcheks rassemblent d'abord des acteurs étrangers à ces quartiers. Ceux-ci sont pour la plupart des délinquants, des criminels et des " sinistrés ". Les délinquants et les criminels ont reçu la promesse de l'impunité et d'un statut à la suite de leur participation à ces violences[35]. Quant aux " sinistrés ", ils ont été chassés des quartiers sud et hébergés soit à la Présidence, soit dans un hôtel limitrophe, l'Olympic Palace, soit dans un camp aménagé face au Palais du Parlement.

Hormis ces " étrangers ", des habitants de l'arrondissement de Mfilou ont participé aux différentes actions. Ils avaient déjà fait partie des comités de défense des quartiers mis en place sous la direction du colonel Jean-Marie Nguembo. En effet, en même temps que ce dernier constituait la Réserve ministérielle, il mettait au point une organisation qui réunissait, dans chaque quartier, les Niboleks de l'UPADS et leur conseillait de s'armer et de s'organiser car ils allaient être attaqués par les Tcheks qui avaient prévu de les chasser de Brazzaville. Dans chaque arrondissement, un quartier général avait été mis en place, d'une manière non officielle, qui contrôlait plusieurs " groupes d'autodéfense " dans les différents quartiers. Ces groupes assuraient la sécurité des Niboleks de la zone ou tout simplement transmettaient des informations au colonel Jean-Marie Nguembo qui se chargeait d'y envoyer des membres de la Réserve ministérielle. Les militants de ces groupes apportaient les armes qu'ils détenaient : machettes, couteaux et fusils traditionnels. Une certaine somme d'argent, fournie par l'UPADS, était allouée au quartier général pour qu'il le répartisse entre les groupes d'autodéfense. Une partie de cet argent servit à acheter des jeux de société (dames, cartes, etc.), confiés à des jeunes. Ces derniers jouaient dans la rue, comme cela se fait couramment, mais pour surveiller en même temps. Tout ce climat d'insécurité était exacerbé par la rumeur qui affirmait que des listes de Niboleks avaient été établies. Par ailleurs, les Niboleks apprenaient, dans le cadre des groupes d'autodéfense, à décoder les signes, principalement des croix qui, paraît-il, avaient été tracées la nuit par les Tcheks pour marquer leur clôture. Le matin, il fallait les effacer. La tension augmenta à la veille du deuxième tour des législatives boycotté par l'opposition.

Les Zoulous entrèrent tardivement dans les affrontements. Tout comme les autres groupes armés de la scène brazzavilloise, ils justifièrent leur action par la contre-violence. Une rumeur circulait selon laquelle les Ninjas envahiraient Mfilou le 15 novembre 1993 pour en chasser tous les Niboleks. Pour les contrer, les Zoulous agirent les premiers et, le 11 novembre 1993, vers 10 heures, ils attaquèrent. Les différents témoignages indiquent que les étudiants " sinistrés ", c'est-à-dire étrangers à l'arrondissement, ont été les plus virulents. Ils chassèrent les Tcheks, vidèrent leurs maisons et les " occupèrent ". Lors de cette attaque, toutes les activités des Zoulous étaient centralisées au quartier général des groupes d'autodéfense de Mfilou, qui était placé sous la responsabilité d'un parent de Lissouba, Mambo, candidat malheureux aux élections locales. Certains militaires

---

[34] Toutefois, même si Lissouba n'a pas été l'élu de Brazzaville, à la différence de Kolelas, c'est dans l'arrondissement de Mfilou que sa base électorale est présente d'une manière significative. En outre, le quart des Brazzavillois originaires du Niboland résident dans cet arrondissement.

[35] Certains de mes informateurs m'ont affirmé que le ministre de l'Intérieur, Martin M'Béri, aurait libéré des détenus des prisons du Niari et leur aurait promis une relaxe pure et simple s'ils se « rachetaient». Quant aux délinquants, ils venaient de Moungali, de Makélékélé et Bacongo et trouvaient, à Mfilou, des occasions de piller en toute impunité.

assuraient la liaison entre la Présidence et ce quartier général. Au plus fort des combats, les Zoulous touchaient une solde quotidienne. En dehors des délinquants et de ceux qui avaient fait leur service national, très peu avaient une expérience des armes à feu. Une formation militaire rapide était assurée au quartier général. Les combattants utilisaient principalement la machette et croyaient en la protection de leurs fétiches. Ils montaient des opérations pour s'approvisionner en armes. L'opération la plus profitable fut l'attaque de la maison du colonel Makaya, soupçonné de fournir des armes aux Tcheks de Mfilou. Les Zoulous récupéraient aussi des armes lorsqu'ils tuaient des Ninjas qui s'infiltraient dans leur arrondissement.

Des barrages furent aussi établis dans ces quartiers. Les Zoulous y déterminaient l'origine ethnique des étrangers à la zone. Les gardiens des barrages n'utilisèrent pas, comme à Bacongo, de simples tests verbaux mais firent parler les langues vernaculaires du Niboland, car ces dernières, à la différence du Lari, ne sont pas très pratiquées à Brazzaville. Le rôle d'interlocuteur fut dévolu aux Zoulous venus de l'intérieur du pays. Des changements constants d'itinéraires furent aussi imposés aux habitants.

De novembre 1993 à janvier 1994, les Zoulous se livrent ainsi à une chasse aux Tcheks. L'importance des assassinats sommaires indique que, dans ces quartiers, l'appartenance à l'opposition politique n'est plus un critère pertinent. En effet, avant l'ethnicisation de la violence politique, un opposant pris en otage était seulement emprisonné. A présent, il est tué. Certains sont enterrés vivants ou jetés dans les latrines. D'après les témoignages, dans la plupart des cas, les Zoulous demandaient à la victime de creuser sa tombe et lui promettaient qu'elle allait voyager ; au point que la phrase " tu vas voyager " est couramment utilisée dans Brazzaville, d'une manière ironique, pour dire " tu vas mourir ". En plus de tuer, les Zoulous pillent. Quand elles ne sont pas occupées illégalement, les maisons sont démolies. Les biens pillés sont bradés, l'argent sert à payer à boire aux uns et aux autres afin de " se donner du courage ".

Pour ces représailles, les Zoulous travaillèrent de concert avec certains militaires qui faisaient partie du dispositif de sécurité mis en place par le gouvernement dans ces quartiers. Ce qui n'empêcha pas des frictions entre les Zoulous et les membres de la Réserve ministérielle. Les Zoulous justifièrent leur passage à la violence politique par le fait que, selon eux, Pascal Lissouba ne voulait pas assurer leur sécurité. Cette opinion était largement partagée par les " sinistrés ". Il leur semblait évident qu'ils avaient été abandonnés à Bacongo, en juin et juillet 1993, sans armes, à la merci des Ninjas. La participation des membres de la Réserve ministérielle renforce l'idée de trahison car les Zoulous les considèrent comme des usurpateurs. Ils auraient préféré être, eux-mêmes, organisés par leur parti en milice, comme les Ninjas et les Cobras l'avaient été par le MCDDI et le PCT, et non pas voir " débarquer " des non-Brazzavillois pour les défendre.

Après les combats, la plupart des inactifs qui se sont battus chez les Zoulous posent de sérieux problèmes aux gouvernants. Ils reprochent à ces derniers de ne pas leur avoir donné un emploi dans le privé ou la fonction publique, et surtout de ne pas les avoir intégrés dans l'armée, après qu'ils ont risqué leur vie pour eux. Car, à la différence des miliciens de la Réserve ministérielle, les Zoulous ne sont pas assurés d'être intégrés dans l'armée. Cette insatisfaction les conduit à devenir délinquants car ils pensent pouvoir jouir au moins d'une impunité du fait de leur appartenance à la mouvance présidentielle. L'élimination physique ou l'arrestation de quelques chefs de gangs zoulous par les forces

armées et la police a permis de rétablir le calme dans ces quartiers. Toutefois, ceux-ci, surtout Mfilou et Moutabala, semblent encore bénéficier d'un statut à part dans Brazzaville. Les habitants n'y payent pas l'électricité et beaucoup de camions volés y circulent sans être inquiétés.

**La rue brazzavilloise arbitre à nouveau les luttes politiques**

Durant vingt-huit ans, le système du parti unique contribua à façonner, chez les Congolais, un certain nombre d'habitudes, qui à leur tour valorisaient l'utilisation de la violence comme arme politique.

Jusqu'en 1991, année du tournant politique, les Congolais vécurent dans un régime de parti unique d'inspiration socialiste. Ce régime est mis en place dès 1963, à la suite de manifestations syndicales à Brazzaville, qui se transforment en émeutes. Les manifestants obligent le président de la République, l'abbé Fulbert Youlou, à démissionner. Cet événement, nommé " la révolution congolaise ", privilégie l'intervention de la rue et inaugure un nouveau mode d'alternance politique trois ans, jour pour jour, après l'indépendance. Dans ce mode d'alternance, l'atout le plus puissant dans la conquête de la légitimité politique consiste à prendre le contrôle de la violence de la rue par la mise en place d'institutions nouvelles. En 1964, un parti unique est créé, le Mouvement national de la révolution (MNR), et les organisations de masse sont unifiées. Ces institutions ôtent toute initiative à la rue et la lutte politique ne concerne plus que leurs membres. En 1968, le régime se durcit à la suite d'un coup d'État qui donne le contrôle politique aux militaires. Le MNR est remplacé par un nouveau parti unique, le PCT (Parti congolais du travail). Les changements politiques continuent à s'opérer sur un mode violent mais contrôlé, cette fois, par l'armée. Coups d'État et assassinats se succèdent.

Avec le monopartisme, l'autocensure et la peur, qui expriment l'impuissance des gouvernés, deviennent des composantes de la vie sociale et politique. Malgré tout, la sociabilité politique congolaise demeure structurée par une opinion critique vis-à-vis du pouvoir. J'ai étudié ailleurs divers lieux de construction et d'expression des pratiques politiques populaires[36]. La rue congolaise se libère du système de parti unique à la fin des années quatre-vingt à partir de deux crises conjointes touchant, l'une l'Etat, l'autre le champ social global. La première naît de l'exacerbation du clientélisme présidentiel, qui finit par frustrer les attentes d'une large partie de la classe politique. Les frustrations socio-économiques d'une grande partie de la population sont politisées par le syndicat unique, la Confédération syndicale congolaise. Durant plusieurs mois, tous les réseaux politiques, y compris ceux liés à la société civile, entrent en action, par le biais de tracts

[36] *Histoire sociale du champ politique congolais* (1946-1991), Doctorat de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, juillet 1995, pp. 246-294.

et de manifestations, jusqu'à ce que soit lancée, le 14 septembre 1990, une grève générale illimitée. Cette grève est suivie de mouvements qui obligent le Président à accepter, en 1991, la tenue d'une Conférence nationale.

La Conférence nationale se tient du 25 février au 10 juin 1991. Étant une tribune, elle valorise les acteurs qui maîtrisent l'utilisation de la parole politique : les hommes d'appareil, syndicats, partis et groupuscules où s'acquiert une compétence spécifique, faite pour l'essentiel d'un ensemble d'instruments linguistiques et posturaux qui permet de prendre et de tenir les lieux institutionnalisés de la parole.

La violence fait toujours partie des processus d'alternance politique en ce sens que l'accusation de violence est toujours utilisée pour disqualifier tant les détracteurs que les partisans de la Conférence nationale. Des tracts circulent qui accusent le président Sassou d'avoir fait entrer des armes dans le pays et d'avoir engagé des mercenaires basés au Zaïre qui attendent son ordre pour intervenir. La Conférence elle-même, alors qu'elle vise à mettre en place un autre type de légitimité plus pacifique, est parfois perçue comme un coup d'État civil : des articles et même des discussions en séance développent cette analogie. Les participants mettent en œuvre certains moyens pour conjurer les effets de cette " violence " politique. Le recours au religieux est un de ces moyens. Un évêque, Mgr Ernest Kombo, est élu président du Présidium. Il transforme cette réunion politique en un immense rituel magico-religieux, explicitement qualifié d'exorcisme. Le rite est soutenu, d'une part, par des prescriptions quotidiennes de versets de la Bible aux participants (1 100 Bibles leur sont distribuées), d'autre part, par un " lavement des mains " pour absoudre toutes les fautes politiques et pardonner[37]. Dans ce sens, la Conférence nationale n'est pas un forum pour régler les conflits. Elle est animée par l'idée qu'il faut pardonner aux anciens dirigeants politiques leurs malversations financières et leur participation aux assassinats. En réalisant ces objectifs, elle permet aux anciens leaders, profitant de leurs atouts politiques, de revenir en force au premier plan. Leurs conflits n'étaient pas réglés, ils allaient rejaillir et continuer à influer sur l'histoire politique congolaise.

Avec la transition, l'idée qu'il fallait s'organiser pour se protéger en cas de coup d'État persista, tout en changeant de forme. Des disparitions d'armes de l'ancienne milice du PCT furent signalées, qui mettaient directement en cause le chef de la police de l'époque. En même temps, la rue redevint l'un des arbitres des luttes se déroulant dans le champ politique. Elle ravit le monopole de la violence " légitime " à l'armée en faisant l'expérience de l'impuissance de cette dernière à son encontre : en janvier 1992, prenant prétexte des arriérés de salaire, une partie de l'armée, sous la direction du Haut Commandement, se mutine et tente un coup d'État ; pour la première fois, des barricades sont érigées dans les quartiers sud de Brazzaville, qui obligent l'armée à céder.

Ces barricades ont été organisées par les groupuscules de jeunes qui s'étaient illustrés à la Conférence nationale (le Molidé, la Cause et le Pari, principalement) et se sont regroupés au sein d'une tendance politique appelée " les Forces du changement ". Les émeutiers étaient, pour la plupart, des " jeunes " (entre 15 et 35 ans) - mais cela ne

---

[37] Sur les aspects religieux, voir Patrice Yengo, « Conférence nationale congolaise entre contraintes économiques et fascination du passé : la démocratie piégée », Forum de Delphes, rencontre internationale, Démocratie et développement, 30 octobre - 2 novembre 1994 ; et Marc-Eric Gruénais, Florent Mouanda Mbambi et Joseph Tonda, « Messies, fétiches et lutte de pouvoir entre les "grands hommes" du Congo démocratique », *Cahiers d'Etudes africaines* XXXV (1), 137, 1995, pp. 163-194.

faisait pas d'eux un groupe homogène. Ils était traversés par des divisions sociales, idéologiques et politiques. Du point de vue individuel, ils étaient chômeurs, étudiants, anciens militaires exclus, miliciens, etc. Parfois, ils adhéraient en bandes qui, pour certaines, préexistaient aux barricades, et s'efforçaient de reconvertir en objectif politique le but initial de leurs bandes.

Les " barricades " ont été des lieux d'apprentissage de la mobilisation politique qui émergèrent au moment même où la capacité de l'armée à contrôler les alternances politiques était neutralisée. En effet, d'une part, la légitimité conférée au gouvernement par la Conférence nationale était encore généralement respectée et, d'autre part, les militaires étaient surpris de voir, pour la première fois, la rue en face d'eux. Pour éviter des émeutes, l'armée décidait de ne pas tirer. La réussite des barricades dans l'arrondissement de Bacongo reposait sur l'homogénéité sociologique de ces quartiers. Cette dernière permettait une circulation des mots d'ordre meilleure que dans les autres arrondissements de Brazzaville, et une prise en charge globale des revendications. De fait, une identification s'établit entre les barricades et ces quartiers, identification qui explique aussi la virulence de la répression dans cet arrondissement avec les incursions répétées de la Garde présidentielle d'abord et, ensuite, de la Réserve ministérielle. Cette première expérience réussie des barricades marqua un état de fait : l'impuissance de l'armée gouvernementale. L'échec du coup d'État donna confiance à la rue qui put se poser, à nouveau, comme arbitre des luttes politiques. Après les différentes élections, tous les quartiers de Brazzaville connurent de temps à autre des barricades qui s'opposaient aux diktats des nouveaux dirigeants.

Le retour de la rue déboucha sur des changements politiques significatifs. En même temps qu'elle gagnait une autonomie, la rue ne trouva que la violence comme mode d'intervention. Cette disposition des gouvernés à la violence se manifeste symboliquement dans le choix électoral de trois " chefs de guerre " : les leaders qui émergèrent, Pascal Lissouba, Bernard Kolelas et Denis Sassou-Nguesso, avaient déjà été incriminés dans l'utilisation de la violence politique[38].

Bernard Kolelas, actuel président du MCDDI, entre en politique dans les années cinquante. Il est membre de l'UDDIA (Union démocratique de défense des intérêts africains), le parti de l'abbé Fulbert Youlou, le premier président du Congo de 1960 à 1963. Ce dernier est un héritier des mouvements messianiques et particulièrement du matswanisme[39]. La promotion politique de Bernard Kolelas coïncide avec le moment où se construit la violence dans le champ politique congolais. Il dirige le mouvement des jeunes de l'UDDIA et en contrôle notamment une fraction qui s'illustre dans la répression des opposants à Youlou. En janvier 1956, ils attaquent des Brazzavillois qui n'ont pas voté pour lui et récidivent en 1959, en s'en prenant, cette fois, aux Matswanistes qui ne veulent plus reconnaître l'autorité de Youlou. Dès la chute de ce dernier, en 1963, Kolelas s'oppose au système socialiste mis en place en utilisant, aussi, la violence politique comme

---

[38] Principalement assassinats et coups d'État. L'usage de ces pratiques par Kolelas, Lissouba et Sassou a été démontré à la Conférence nationale.

[39] Sur le messianisme congolais, on peut se référer à Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, PUF, 4ème édition 1985, ou à Martial Sinda, *Le Messianisme congolais et ses incidences politiques*, Paris, Payot, 1972 ou encore, du même auteur : *André Matswa, fondateur du mouvement de libération du Congo*, Collections "Grandes figures africaines", Paris, ABC/Dakar, NEA, 1978.

moyen d'action. En 1969, il tente, avec un groupe armé venu de Kinshasa, un coup d'État qui échoue. Emprisonné à plusieurs reprises, sa longévité dans l'opposition lui confère la figure de l'opposant historique. Le souvenir de la souffrance, due à la répression infligée par l'État, constitue actuellement l'atout majeur de Bernard Kolelas ; un atout qui pèse lourd.

Bernard Kolelas rallia la rue, dans l'arrondissement de Bacongo, en tenant un discours de type messianique pour justifier sa candidature à la Présidence. Aux yeux de l'opinion, une division du travail politique s'était instaurée, selon laquelle Bernard Kolelas ne devait pas briguer la Présidence (ce rôle étant dévolu à André Milongo) mais simplement diriger le parti et être maire de Brazzaville. Quand il annonça son intention de se présenter à l'élection présidentielle, une grande manifestation d'habitants de Bacongo se rassembla devant sa demeure pour lui enjoindre de revenir sur sa décision, sous peine de voir sa maison détruite. Il sortit et s'écria : " De toute façon, que vous cassiez ma maison ou me lanciez des pierres, cela ne changera rien à ma mission. Je suis venu et je vais gagner. Si, malgré les déceptions que vous cause le Premier ministre (que j'ai contribué à faire élire), vous le préférez, moi j'assumerai mon destin politique "[40]. En proférant ce discours à coloration messianique, il réussit à faire basculer la situation à son avantage et à trouver une popularité dépassant la région du Pool et même le Niboland. Ainsi, alors qu'en janvier 1992 à Bacongo, très peu d'habitants s'affichaient MCDDI, en juin, pratiquement tous avaient rallié ce parti. Son côté populiste était souvent associé à la position de " revanchard " (cette appellation désignait péjorativement, lors de la Conférence nationale, ceux qui ne voulaient pas pardonner aux dirigeants des années de parti unique leurs malversations financières et leurs assassinats : les " revanchards " exigeaient que les fautifs soient exclus de toute vie politique pendant cinq ans).

Pascal Lissouba, l'actuel président de la République et de l'UPADS, est l'un des premiers universitaires congolais. Il entre en politique après la chute de l'abbé Fulbert Youlou. Le régime socialiste qui s'instaure alors oppose les " technocrates ", diplômés et universitaires, et les " politiciens ", promus parce qu'ils ont pris position contre Youlou ou ont participé à la révolution. Les universitaires sont portés au pouvoir par les manifestants brazzavillois. Pascal Lissouba occupe le poste de Premier ministre dès 1964. Son gouvernement est perçu, jusqu'à la veille de la Conférence nationale, comme le meilleur qu'ait connu le Congo. Le parti unique, le MNR, crée la première milice officielle, la Défense civile, formée par la JMNR (Jeunesse du mouvement national de la révolution)[41]. Ces institutions sont dominées par les " politiciens ". En 1965, les miliciens de la Défense civile assassinent trois personnalités politiques éminentes. La Conférence nationale fournira des éléments qui montreront que, même s'il n'avait pas eu le contrôle direct de cette milice, Pascal Lissouba était très impliqué dans ces assassinats. En 1966, démis de ses fonctions à la suite d'une attaque des " politiciens ", il se replie essentiellement sur une base ethno-régionale qu'il contribue à constituer : ceux que la rumeur nomme les " marxistes du Niari ". Pour définir cette base, Lissouba invente le concept de " grand Niari " qui

---

[40] Ces péripéties nous ont été rapportées par Patrice Yengo, le président de l'Association Rupture.

[41] On trouve une analyse de la JMNR et de la Défense civile dans Pierre Bonnafé, « Une classe d'âge politique : la JMNR de la République du Congo-Brazzaville », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. XIII, 1968, pp. 327-368.

devait faire pendant à la région du Pool et qui regroupe toutes les régions du sud à l'exception de ce dernier. Lissouba publie son analyse de l'ethnicité dans un ouvrage[42] où il soutient la thèse de la " classe-tribu " ; pour lui, la lutte entre tribus est une lutte de classes. Lissouba est définitivement exclu des cercles de l'État dans les années soixante-dix. Impliqué, à tort ou à raison, dans certains coups d'État, il est emprisonné à plusieurs reprises. Il subit lui aussi la répression, ce qui est un atout politique important. A sa libération, il s'exile et occupe des fonctions à l'Unesco. Il revient au pays lors de la Conférence nationale et apparaît tout de suite comme un des acteurs politiques les plus puissants, cristallisant autour de lui l'alliance de ceux qui s'opposent aux revanchards et qui ont été exclus du parti unique, le PCT.

La possession d'une influence dans l'armée est l'atout principal qui permit l'émergence du général Denis Sassou-Nguesso. Le système socialiste mis en place en 1963 a connu deux types d'opposition : celle des Youlistes, d'une part, et, de l'autre, celle d'une coalition de politiciens et de militaires dirigée par le capitaine Marien Ngouabi. Il est arrêté en juillet 1968, ce qui provoque une mutinerie à la suite de laquelle il est libéré et porté au pouvoir. Un régime " marxiste-léniniste " est instauré de 1968 à 1990. Le capitaine Ngouabi occupe le pouvoir de 1968 à 1977. La JMNR et la Défense civile sont dissoutes, certains miliciens, principalement ceux de la seconde, sont intégrés dans l'armée. Un nouveau parti unique est mis en place, le Parti congolais du travail (PCT), ainsi qu'une organisation de jeunes, l'Union de la jeunesse socialiste congolaise (UJSC). Toutefois, ces organisations sont moins virulentes que la JMNR et ses annexes. En 1977, Ngouabi, voulant se débarrasser de ses alliés gênants après avoir lancé la politique de radicalisation de la révolution, est assassiné et remplacé par un militaire en disgrâce, le général Joachim Yhombi. En 1979, ce dernier est évincé et le général Sassou porté au pouvoir. Ancien instituteur recyclé dans l'armée, il s'appuie sur les civils et procède à une relative démilitarisation. La Conférence nationale a révélé qu'il était impliqué dans l'élimination physique du président Marien Ngouabi et de différents opposants politiques.

Lorsqu'on reconstitue les itinéraires de chaque leader politique et que l'on compare les dynamiques sociales dont ils sont l'expression, on s'aperçoit que ces itinéraires peuvent se ramener à une succession d'affrontements entre les héritiers des mouvements messianiques et les technocrates, entre les technocrates et les politiciens issus des mouvements révolutionnaires, enfin, entre ces politiciens et les militaires. On remarque, en outre, que les trajectoires politiques de ces trois leaders font valoir (alternativement) plusieurs atouts sociaux : religieux, culturel et militaire. Mais à la longue, c'est leur atout politique qui finit par l'emporter.

Lissouba et Kolelas, les deux civils, sont actuellement les plus en pointe. Par eux, ce sont aussi les périodes précédant le PCT qui sont rejouées. En ce qui concerne plus précisément la violence, l'expérience de la JMNR et de la Défense civile est valorisée historiquement. Un réseau d'acteurs ayant dirigé ces deux institutions intervient dans la formation et la récupération des milices. Le ministre de l'Intérieur, Martin M'Béri, fondateur de la Réserve ministérielle, et Claude Da Costa, le Premier ministre, sont d'anciens leaders de la JMNR. Quant au colonel Jean Da Costa, le formateur des Aubevillois, il a déjà assumé ce rôle dans la Défense civile. D'ailleurs, c'est surtout son retour au Congo qui

---

[42] Pascal Lissouba, *Conscience du développement et démocratie*, Dakar, NEA, 1975.

indique aux opposants que les leaders de la " mouvance " mettent sur pied une milice identique à la JMNR. De la même manière, pour les Ninjas, l'influence de Claude-Ernest Ndalla, un ancien leader des mouvements de la jeunesse révolutionnaire, a été importante pour son organisation. Beaucoup de Brazzavillois se représentent le corps des Ninjas comme un avatar de la JMNR.

**Des barricades à la guérilla urbaine**

A la suite du basculement de la majorité parlementaire, en octobre 1992, les affrontements entre les partis de l'opposition et la " mouvance " prennent une forme plus violente, et le mouvement de barricades fait place à une guérilla urbaine. Dans cette situation, les acteurs qui ont une plus grande maîtrise des modes de la violence, sous toutes ses formes, l'emportent sur ceux qui possèdent d'autres espèces d'atouts sociaux. Deux types d'acteurs se démarquent principalement : certaines fractions de délinquants, de criminels et de marginaux dans le champ social global, et, dans le champ étatique et politique, quelques militaires et acteurs politiques en disgrâce ou occupant encore des positions dans l'État, et des militaires qui étaient affectés régulièrement à la sécurité des leaders politiques les plus puissants.

La violence développée par la guérilla urbaine construit un espace où figurent des acteurs (individus ou groupes) qui engagent des intérêts dans cette pratique, pour la mettre en œuvre, la définir, l'organiser ou lui conférer de la visibilité. La bataille à laquelle ils se livrent dans le respect de règles tacites est aussi une lutte sociale. En effet, chaque acteur doit ses succès (un style, des résultats, un nom, etc.) à la manière dont il a conquis cette position et dont il utilise les " armes " disponibles aux différents moments de son histoire pour tenir son rang. Pour rendre compte du contenu pratique de cette violence, il convient donc d'expliciter les relations objectives qui existent, d'une part, au sein des milices et bandes armées et, d'autre part, entre elles.

Pour expliciter les règles invisibles qui ordonnent la lutte à l'intérieur des milices et bandes armées, nous pouvons dire que leur structure se manifeste à travers l'opposition de deux positions, celle de " praticien " et celle de " stratège ".

Les praticiens ont entre 18 et 35 ans, majoritairement entre 18 et 22 ans. Ils sont principalement des Brazzavillois de naissance. Déscolarisés et désœuvrés, la plupart ont une expérience de la criminalité, de la délinquance ou de la marginalité. Ces jeunes ont déjà une pratique de la violence mais pas toujours sous sa forme politique. La situation de crise permettra la politisation de ces espèces sociales de violence.

Les praticiens se répartissent principalement en deux catégories : les combattants et les informateurs. Les combattants exécutent les ordres et improvisent parfois, sur le terrain, des tactiques et des stratégies. L'identité de ces milices se construit durant la cohabitation des jeunes dans des lieux précis : les barricades, la résidence de Sassou ou les groupes d'autodéfense. Parmi eux, des militaires exclus côtoient des miliciens des

organismes dissous du parti unique, des membres de bandes, ou de simples civils formés sur le tas pendant les guérillas. La plus grande partie d'entre eux est originaire de la même région que le leader du parti. Cette fraction contient les membres qui font l'usage le plus virulent de la violence, parce qu'ils pensent pouvoir compter sur l'impunité. Certains adhèrent pour prouver leur allégeance, d'autres pour se défendre parce qu'ils croient avoir été lâchés par leur leader, enfin, une partie espère gagner un statut après les combats. Actuellement, ils revendiquent pratiquement tous une immunité car ils ont du mal à vivre le remords causé par les actes de violence qu'ils ont commis[43]. Ces miliciens n'osent pas sortir de leurs quartiers respectifs de peur d'être l'objet de vengeance. Ils espèrent tous être intégrés dans les forces publiques, ce qui est, pour certains, un moyen d'être absous car cela convertirait leurs assassinats en faits de guerre.

Les informateurs, quant à eux, sont souvent des habitants du quartier. Ils renseignent les responsables des milices sur son atmosphère et l'identité des habitants. Certains, paraît-il, ont commencé à établir des listes qui seraient nécessaires en cas d'affrontements armés plus importants. Un voisin devient le plus souvent informateur parce qu'il ne peut pas tuer, n'ayant pas de dispositions pour la violence effective, mais surtout ne veut pas être tué. Cependant, lors de l'attaque de Bacongo, les informateurs ont aussi exercé un rôle plus actif et sont, par la suite, passés dans les rangs des combattants.

Quant à la seconde position, les stratèges, elle regroupe ceux qui ont été exclus du champ politique ou y sont nouvellement promus. Plusieurs rôles se distinguent aussi : les responsables, les formateurs et les agents de propagande. Les responsables sont principalement ceux à qui le sens commun attribue, à tort ou à raison, la direction de ces milices. On peut aussi inclure dans cette catégorie les fournisseurs d'armes et d'argent pour la solde. Ces responsables sont des militaires ou des politiciens en disgrâce, souvent frères d'un leader du parti. La montée en puissance de ces acteurs a eu pour conséquence de faire entrer, de plus en plus, les relations familiales dans le champ politique. D'ailleurs l'importance de ces relations est très liée au régionalisme et au clanisme des praticiens, car ce sont souvent les responsables qui ont rassemblé les combattants. Les responsables n'ont jamais pris part à l'action en cours. A la fin des combats, ils ont été promus à de hauts postes de l'État ou à des postes politiques. Le cas le plus exemplaire est celui de l'actuel ministre de l'Intérieur, le général Philippe Bikinkita, surnommé le " grand Ninja ".

Les formateurs sont pour la plupart des militaires qui instruisent les miliciens et les préparent à l'action. Certains ont encore un statut mais d'autres sont en disgrâce pour diverses raisons. Les premiers transmettent seulement leur savoir et participent très rarement aux actions car ils ne veulent pas perdre leur emploi. Les seconds se servent de leur engagement pour renforcer leur position politique.

Les propagandistes, quant à eux, se chargent de l'intoxication psychologique. Ils construisent leur discours en attribuant à leur ennemis la volonté d'organiser un génocide. Ce sont le plus souvent des journalistes[44], des universitaires et d'anciens membres du parti unique spécialisés dans la propagande qui assument ce rôle. Les journalistes

---

[43] Une bonne partie d'entre eux trouve un soutien en adhérant à une religion. Ils se libèrent dans des séances cathartiques en témoignant publiquement de leurs méfaits.

[44] Deux hebdomadaires ont joué un rôle particulièrement important dans la défense des positions des deux fractions en lutte : *La Rue meurt* pour le MCDDI et *Le Choc* pour l'UPADS.

critiquent sans discernement ceux qui défendent les positions opposées tout simplement parce que leurs auteurs sont niboleks ou tcheks, et martèlent l'idée que les autres veulent les exterminer. Les universitaires tentent de donner une assise scientifique aux nouvelles identités politiques produites. Ces stratégies constituent ainsi des accusations croisées, car chacun d'eux justifie sa position comme le résultat d'une nécessité d'autodéfense. Les autres spécialistes de la propagande regroupent les militants dans les quartiers et ne cessent de répéter qu'il faut s'armer car l'attaque de l'autre fraction est imminente.

Ces relations objectivent des dynamiques globales qui ont fait émerger ces milices en fonction de trois stratégies : la récupération des organisations déjà formées, le recours à la formation et le recrutement. Dans le cas des Ninjas, c'est la base électorale du MCDDI qui commence à s'organiser et la puissance militaire qu'elle développe est récupérée plus tard par les leaders. Les Zoulous émergent de la divergence entre le système de propagande et la base électorale de l'UPADS : la propagande ne prônant pas ouvertement l'usage de la violence, les miliciens reprochent à la direction politique de ne pas les avoir soutenus en les armant. Or, les gouvernants armaient en cachette certains militants. Les Cobras, quant à eux, résultent de l'anticipation d'une attaque par les forces armées, et les leaders du PCT favorisent la formation au combat d'une fraction de sa machine électorale. Quant à la Réserve ministérielle, les dirigeants politiques préfèrent, pour asseoir leur pouvoir et mater l'opposition, associer le recrutement à la formation.

La hiérarchie des milices reproduit la place de leurs patrons dans la hiérarchie politique. Elle se manifeste dans la capacité de constituer une force militaire sous forme tant matérielle (équipements, armements, centre d'entraînement et de formation) qu'humaine (constitution, tant chez les Ninjas que chez les Cobras, d'un groupe de quelque trois cents miliciens strictement sélectionnés). Certaines stratégies de ces milices et de ces bandes armées se comprennent en fonction de cette position ; elles suivent les trajectoires de leur leader. La Réserve ministérielle et les Zoulous profitent de l'ascension de leurs dirigeants. L'armement leur vient souvent des dépôts de l'armée. Grâce à cet approvisionnement assuré, ils peuvent adopter, d'une manière plus soutenue, une attitude plus agressive. Il semblerait que leur coalition forme la milice la plus puissante. Rappelons que ces miliciens ont pu prendre le contrôle de l'arrondissement de Mfilou, où leur électorat était pourtant minoritaire. Mais les relations entre Zoulous et Réservistes ne sont pas des meilleures. Les premiers reprochent aux seconds d'être des usurpateurs.

Les Cobras profitent de l'ancienne position politique de Sassou en tant que président de la République et chef des armées. La rumeur publique va jusqu'à dire qu'il avait mis la main sur un certain nombre de dépôts d'armes de l'armée. Sa milice s'appuie aussi sur certains militaires. Cependant, il n'est pas possible de comprendre totalement la position des Cobras sans tenir compte des Ninjas dans le cadre des alliances nouées par l'opposition. Il convient de rappeler que les Cobras n'ont pas eu à affronter directement l'armée officielle ni la Réserve ministérielle, ce qui a fait dire aux Ninjas qu'ils les avaient trahis[45]. Il semble donc qu'en cas d'affrontement, les Cobras ne soient pas en mesure de

[45] De nombreux Tcheks corroborent cette version. Il s'agirait selon eux d'un complot nordiste pour affaiblir les sudistes. Les dissensions entre Niboleks et Tcheks résulteraient des manœuvres de division exercées par les leaders nordistes ; car ils représentent ensemble plus de la moitié du corps électoral. Dans ce sens, ces Tcheks associent la « prétendue » trahison de Sassou avec la rumeur selon laquelle ce serait le réseau du Premier ministre Yhombi, un autre nordiste, qui aurait donné l'ordre de tirer à Bacongo.

compter sur le soutien total des Ninjas. Cependant, la plupart des Congolais croient qu'en n'intervenant pas, les Cobras ont préservé toutes leurs forces. Cette croyance est, malgré le déclassement de Sassou, un atout réel dans les mains des responsables des Cobras, car elle permet de bluffer sur l'état réel de leurs forces.

Les Ninjas ne détiennent pas un puissant équipement militaire du fait que leur leader a toujours été dans l'opposition. Leur force repose essentiellement sur leur volonté de résistance et leurs capacités physiques. Cependant, ils ont prouvé qu'il pouvaient tenir tête à la fois à l'armée et aux milices du pouvoir. De fait, les Ninjas sont actuellement l'une des forces militaires les plus puissantes du pays. Ce qui a d'ailleurs valu à leur responsable d'être promu ministre de l'Intérieur. On peut penser que cette position sera rentabilisée en termes de renforcement de la logistique militaire des Ninjas.

Enfin, pour ce qui est des relations entre milices pro-gouvernementales et milices de l'opposition, il faut rappeler que, malgré leur position forte, les gouvernants n'ont pas réussi à faire quadriller toute la société par leurs milices. La résistance armée des Ninjas et des Cobras a donc contribué à maintenir le multipartisme. Mais plus encore, ces pratiques se référaient, malgré tout, au nouveau modèle politique posé par la Conférence et la transition, basé sur le respect de la Constitution[46]. Même si plusieurs milices existent au Congo, il n'en demeure pas moins que ce modèle règle aussi leur relation. L'unité de cette matrice originelle fait s'estomper ce qu'ont de trop abrupt les clivages souvent établis entre milices de l'Etat et milices de l'opposition, et explique comment elles ont pu aussi recevoir " spontanément " des soutiens populaires.

Les stratégies de ces guérillas sont en relation directe avec leur logique d'émergence. La Réserve ministérielle a été formée pour être une police politique. Par contre, les autres milices ont émergé pour défendre des quartiers. Finalement, leurs stratégies se ramènent à des opérations de contrôle de ces différentes zones où les miliciens exercent sans partage leur répression sur l'" étranger ", c'est-à-dire le voisin devenu, entre-temps, l'ennemi : les affrontements entre milices sont en effet très rares. La forte identification de chaque milice à un quartier fait que la Réserve ministérielle est la seule milice qui aille partout, précisément parce qu'elle n'a pas d'ancrage dans la ville. En tenant compte de tous les acteurs impliqués et de tous les niveaux où ils interviennent, nous pouvons dire que les guérillas brazzavilloises sont l'aboutissement d'une lutte entre des spécialistes dotés de compétence techniques et sociales inégales. L'effet politique de cette violence, c'est-à-dire sa signification réelle, se détermine donc dans le rapport de forces spécifique entre ces spécialistes, rapport de forces qui tend à correspondre au rapport de forces entre leurs patrons respectifs.

La concurrence pour l'accès aux ressources de la violence contribue ainsi à fonder une coupure sociale entre profanes et spécialistes. Cette coupure implique qu'une frontière soit tracée entre ceux qui sont préparés à entrer dans le jeu et ceux qui en restent exclus. Du fait que le passage à la violence effective implique l'acceptation tacite de la loi fondamentale d'un champ spécifique, l'univers politique s'accompagne d'une

---

[46] Les barricades furent érigées pour défendre des interprétations de la Constitution. Voir Emile Le Bris et Patrick Quantin, « Les barricades sont-elles anticonstitutionnelles ? », art. cité. A propos des discussions sur la Constitution ayant suivi la dissolution de l'Assemblée nationale, ces auteurs écrivent (p. 142) : « A ce jeu, les Congolais excellent, se délectent littéralement. De bas en haut, il n'est question que d'articles 75 (qu'est-ce que la majorité ?) et 80 (le droit de dissolution) ».

redéfinition partielle ou complète de l'expérience politique et sociale ordinaire, et de la situation même qui est l'enjeu du litige. Cette redéfinition s'observe précisément dans les zones où la violence politique s'est manifestée de manière virulente : dans le Pool, le Niboland, et surtout dans les arrondissements de Bacongo et Mfilou, tous territoires où cohabitent, principalement, les bases électorales du MCDDI et de l'UPADS. En effet, le monopole de la violence des guérillas s'institue à partir de la réinterprétation ou de l'élargissement des effets d'un certain nombre de pratiques sociales qui expriment la perversion des relations entre des voisins qui ont toujours vécu en paix. Ces pratiques sortent de leur domaine propre pour envahir le champ politique, où elles sont largement diffusées, martelées par les appareils de propagande. Elles concernent, entre autres, l'ethnicité, les accusations de sorcellerie et l'appropriation symbolique des œuvres cinématographiques. A partir de l'ethnicité, la haine de certains voisins est construite ; l'accusation de sorcellerie rend possible leur élimination physique par les jeunes ; enfin, dans les œuvres cinématographiques et télévisuelles, les jeunes, déjà impliqués dans la violence, trouvent les schèmes pour symboliser les aspects violents de leur vision du monde.

La reconstruction politique d'identités ethno-régionales représente un des instruments d'appropriation dans la distribution inégale des dispositions à la violence politique effective. L'argument régional est avancé par le sens commun. Il ne s'agit pas de nier sa pertinence, au moins en tant que pratique de représentation et surtout de mobilisation. Mettre en avant cette dimension culturelle du conflit permet surtout d'expliquer la durée des ressentiments et leur capacité de surgir violemment. Toutefois, il convient de moduler la portée de cette explication. Les ethnies ne renvoient pas à des substances mais à des constructions politiques. Les relations dans le champ politique congolais ont objectivé, pendant trente ans, une succession d'identités qui s'expriment sous la forme des oppositions ethno-régionales suivantes : Kongos/Mbochis, Sudistes/Nordistes et Niboleks/Tcheks[47]. Les représentations ethno-régionales du politique au Congo s'enracinent dans la période coloniale et surtout dans la guerre civile de février 1959 entre les partisans du MSA (Mouvement socialiste africain) et de l'UDDIA (Union de défense des intérêts africains). Le leader du MSA étant d'origine mbochi et celui de l'UDDIA, kongo, l'opposition politique était perçue sous la forme de l'opposition entre les groupes ethniques auxquels ils appartenaient.

De la proclamation de la République du Congo, en 1958, jusqu'en 1968, un Kongo occupe la plus haute position de pouvoir. En 1968, les militaires prennent le pouvoir. Cette arrivée coïncide avec l'éviction des Kongos de la direction des affaires au profit des Mbochis. Les nouvelles relations ne s'objectivent plus en termes ethniques mais sous la forme régionale suivante : Nordistes/Sudistes, où Nordiste est l'équivalent de Mbochi et Sudiste, de Kongo.

---

47 Pour l'analyse de l'ethnicité au Congo, nous nous référons essentiellement aux travaux suivants : Tsamouna Kitongo, « Ethnies et urbanité dans la lutte politique au Congo après 1959 », *Africa, Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto Italo-Africano* XLV (4), décembre 1990 ; Henri Ossébi, « État et ethnies au Congo : nouvelles situations, vieux démons », polycopié, et, du même auteur, « Production démocratique et transition post-totalitaire au Congo : portée et limites d'une expérience », in Septième Assemblée Générale du CODESRIA, *Processus de démocratisation en Afrique : problèmes et perspectives*, 10-14 février 1992. J'ai analysé la transformation des pratiques ethno-régionales au Congo avant la transition dans *L'expression politique de l'ethnicité au Congo*, mémoire de DEA d'anthropologie, EHESS, septembre 1987.

La Conférence nationale, en réinstallant un système d'élection pluraliste, a eu pour effet de transposer le conflit politique au sein des Sudistes, groupe majoritaire du point de vue démographique qui se fracture alors selon des lignes régionales. Le champ politique est maintenant décrit sous la forme de l'opposition Niboleks/Tcheks. La première catégorie est apparue durant la Conférence nationale et la seconde, pendant la transition. La construction de l'identité nibolek (sigle, on l'a dit, recouvrant les " originaires " du Niari, de la Bouenza et de la Lékoumou) provient de la rencontre entre les aspirations de certains Sudistes qui ont apporté une caution au pouvoir des Nordistes dans le PCT et la volonté de Pascal Lissouba de regrouper autour de lui un " Grand Niari ". La rumeur explique cette implosion du groupe sudiste par le fait que les Niboleks auraient décidé qu'ils ne lutteraient plus pour le pouvoir dans le camp des Tcheks, car, comme cela s'était passé en 1959, la répartition des positions de pouvoir à la fin des affrontements leur est toujours défavorable.

Ce rappel montre bien que la situation ethno-régionale actuelle, au Congo, ne renvoie pas à des réalités multiséculaires. La question reste de savoir comment des populations où n'existait aucun des traits sur lesquels construire une séparation ethnique sont arrivées à se discriminer clairement et même à s'entre-tuer. Cette reconstruction permet aux Niboleks, qui n'ont pas de territoire dans la capitale, de renforcer l'idée du danger couru étant donné qu'ils sont encerclés par les Tcheks. Quant à ces derniers, ils craignent d'être envahis par les occupants de l'intérieur. Ces propagandes assimilent à la fois tous les Tcheks et les Niboleks aux assaillants de l'intérieur et justifient leur massacre à titre d'autodéfense.

Cependant, même en raisonnant en termes régionaux, il ne faut pas considérer ces régions comme des blocs homogènes alors que, d'une part, elles se composent de fractions sociales bien différenciées et que, d'autre part, les options idéologiques et politiques y sont diverses ; ce qui explique, d'ailleurs, leur capacité à se fracturer. L'opposition, parmi les Tcheks, entre André Milongo et Bernard Kolelas et, dans le Niboland, entre Martin M'Béri et le président de la République, en est une illustration.

Bien que l'explication ethno-régionale apporte beaucoup à la compréhension des processus de construction de la violence des guérillas, elle ne permet pas de comprendre complètement ces pratiques de violence car tous les délinquants, criminels et marginaux, d'une part, et, de l'autre, les militaires en disgrâce et les membres des différentes gardes des leaders n'ont pas pris des positions politiques en fonction de leur appartenance ethno-régionale. Aussi convient-il de comprendre, en croisant ce facteur avec d'autres, pourquoi seules certaines fractions de jeunes et de militaires ont utilisé massivement la violence comme arme politique.

Quant à l'utilisation du schème de la sorcellerie, il a permis aux jeunes de formaliser la violence politique, au cours des années quatre-vingt, selon des formes plus sociales, et non seulement individuelles comme dans la délinquance. En effet, le schème de sorcellerie, expliquant le malheur dans d'autres champs sociaux, commença à être utilisé massivement pour interpréter la multiplication des cas d'échec scolaire, de déclassement et de chômage, conséquence du désengagement de l'État. Cette multiplication était souvent perçue, par les gouvernés, non comme le résultat de décrets gouvernementaux mais comme celui d'actions de sorcellerie, dont la responsabilité était attribuée selon diverses modalités à des " vieux  du quartier ". Certaines accusations mettaient en cause un voisin dont les jeunes disaient qu'il les empêchaient de réussir. Après l'école, au lieu de faire leurs devoirs, ces jeunes jouaient au poker et à la pétanque dans la rue. La passion

du jeu était, pour l'opinion, le symbole de la bêtise produite par un acte de sorcellerie. Pire encore, parmi ces jeunes, ceux qui étaient déjà exclus de l'école n'allaient même pas chercher du travail. Quand un vieux n'était pas directement désigné comme sorcier du quartier, les jeunes " aidaient " un de leurs amis à se débarrasser d'un membre âgé de sa famille. Celui-ci jouait, de fait, la fonction de " vieux du quartier ". Ces types d'accusations culminaient souvent dans une élimination violente. Dans ce cas, le vieux était battu et il arrivait même qu'il soit mis à mort après avoir été aspergé d'essence et brûlé.

Quelques indices montrent que les guérillas sont aussi liées à cette forme de violence. Les enquêtes que j'ai menées à Brazzaville à la fin des années quatre-vingt sur ces phénomènes m'ont appris que, du point de vue des représentations, la télévision exerçait une grande influence dans l'émergence de ces pratiques. La plupart des entretiens faisaient apparaître l'importance de la diffusion des scènes d'élimination des traîtres en Afrique du Sud par les Zoulous. Cette dernière référence est d'ailleurs directement utilisée pour désigner les bandes armées de Mfilou. Il importe aussi de souligner une inversion : la passion du jeu est revalorisée dans le cadre de la surveillance des quartiers. Elle n'est plus le signe de la bêtise, au contraire, il s'agit de s'appuyer sur cet a priori négatif pour être plus efficace sur le terrain, car ceux qui sont surveillés ne se méfient pas. L'indice le plus évident de l'élargissement de ces pratiques se rapporte au cas d'un vieux Tchek qui a été brûlé à Mfilou et qui a été emmené au domicile de Kolelas pour illustrer ce que les Tcheks subissaient dans cet arrondissement. D'après cette version, ce vieux était accusé de sorcellerie. Son immolation a été l'un des détonateurs des hostilités entre Niboleks et Tcheks. Nous pouvons aussi rappeler la révolte, en 1995, de quelques miliciens de la Réserve dans la Lékoumou, où ils ont éliminé des membres de la famille du Président de la République, accusés de sorcellerie.

L'analyse des cas de ce type peut permettre d'avancer dans l'analyse des pratiques collectives de cruauté. En effet, comme le souligne Claudine Vidal à propos du génocide rwandais, l'anthropologie et la sociologie ont du mal, pour le moment, à rendre compte de cette perversion du lien social : comment un voisin avec qui l'on avait toujours vécu en paix a-t-il pu devenir subitement un bourreau ? En outre, ces cas de cruauté collective permettent aussi de souligner que les massacres ne s'exécutent que sur des terrains favorables qu'il faut commencer à analyser[48].

Enfin, les miliciens trouvent, dans leurs pratiques d'appropriation symbolique des œuvres cinématographiques et télévisuelles, des références pour symboliser, dans l'imaginaire, les aspects violents de leur vision du monde. Les noms Cobra et Ninja proviennent des films chinois de kung-fu : Cobra est le nom d'une position de karaté et Ninja se réfère à certains personnages typiques de ces œuvres. Par contre, le nom Zoulou vient à la fois d'une série télévisée, *Chaka Zoulou*, et des informations diffusées par les médias, tout comme les noms Sarajevo et Beyrouth, désignant les quartiers sinistrés. Le sigle de la

---

[48] Nous pensons comme Claudine Vidal que les massacres de ce type ont lieu dans des contextes exceptionnels où la vie humaine avait dû perdre de son prix dans le champ social et politique. Cette sociologue écrit, à propos du Rwanda : « Depuis des années, guerre, massacres, appels à la violence, misère acculant au désespoir les fractions les plus jeunes de la population, augmentation de la séropositivité, et, durant les mois précédant le génocide, un climat de peur, alimenté de rumeurs, faisant que les gens s'enfermaient chez eux, n'osaient plus circuler, se parler... » in *Les Temps modernes*, « Les politiques de la haine : Rwanda, Burundi, 1994-1995 », juil.-août 1995, nE 583, p. 33.

force publique chargée de réprimer les Ninjas, les CRS, est déformé en Cérex. Ce nom provient, lui, d'une série télévisée japonaise, *X-or, le shérif de l'espace*. Ce dernier combat victorieusement les Cérex, monstres affreux qui cherchent à envahir la terre. Ces noms sont parfois attribués en fonction des stratégies déployées lors des combats : les Ninjas et les Cobras sont " indestructibles " ; les Zoulous sont protégés par leurs fétiches.

Le cinéma a toujours été un lieu où les jeunes plus ou moins marginalisés trouvent des formes pour symboliser les aspects violents de leur vision du monde. Il faut ici distinguer les jeunes des familles défavorisées et ceux qui détiennent une certaine influence politique.

Pour la première catégorie, depuis près de trente ans, le cinéma intervient plutôt dans un imaginaire valorisant l'habillement de luxe dont la Sape (Société des ambianceurs et des personnes élégantes) est l'aboutissement. Cette société réunit des jeunes Sudistes, déscolarisés et désœuvrés, qui élaborent une sous-culture de l'effet de démonstration, de mise en valeur de soi à travers le vêtement de luxe. Depuis les années quatre-vingt, les arrondissements de Bacongo, Makélékélé et Mfilou sont les lieux où cette pratique se manifeste avec évidence. J'ai montré ailleurs que la Sape manifeste une prise de position des jeunes Sudistes à la suite de la perte de pouvoir par les membres de leur ethnie après le coup d'État militaire de 1968[49]. Il s'agissait d'un refus de la violence militaire qui sous-tendait le champ politique[50].

Quant aux jeunes disposant d'une influence politique, il convient de distinguer deux cas : celui des acteurs, d'une part, et ceux qui ont hérité de leur influence, de l'autre. Durant les années soixante-dix, la nouveauté cinématographique est marquée par l'introduction et le succès fulgurant des films chinois de kung fu. Or, le karaté était déjà en vogue en tant qu'attribut des acteurs politiques les plus représentatifs de la jeunesse : anciens de la JMNR et membres de la Défense civile. Les films servaient, le plus souvent, de source d'inspiration pour des positions et des manières de se battre. Le karaté permettait de manifester la violence corporelle d'une manière maîtrisée. Par contre, dans les années soixante-dix, une fraction des enfants des anciens dirigeants exclus du champ politique passèrent aussi à la violence[51]. Ils s'organisèrent de manière pan-ethnique et s'inspirèrent des films sur la violence urbaine aux États-Unis. Il apparaît donc que le passage à la violence politique effective tendait à être liée à la possession d'une influence politique. Or cette corrélation est remise en cause par les miliciens des années quatre-vingt-dix, qui sont issus des familles défavorisées dont un nombre important était sapeur. Ils renouvellent donc les pratiques de mobilisation et de représentation politique. En s'identifiant aux

---

[49] « "Belles maisons" contre S.A.P.E. : pratiques de valorisation symbolique au Congo » *in État et société dans le Tiers-Monde : de la modernisation à la démocratisation ?* sous la direction de Maxime Haubert, Christiane Frelin, François Leimdorfer, Alain Marie et Nam Trân Nguyên Trong, Publications de la Sorbonne, 1992, pp. 247-255.

[50] Pour les relations entre le cinéma et les pratiques d'habillement de luxe, voir Justin-Daniel Gandoulou, Au cœur de la Sape : mœurs et aventures des Congolais à Paris, Paris, l'Harmattan, 1989 et Dandies à Bacongo : le culte de l'élégance dans la société congolaise contemporaine, Paris, l'Harmattan, 1989. Sur le rapport plus précis entre l'habillement de luxe et la dénégation de la violence politique au Congo, voir Rémy Bazenguissa-Ganga, *Histoire sociale du champ politique congolais* (1946-1991), op. cit., pp. 149-153.

[51] Voir Rémy Bazenguissa-Ganga, *Histoire sociale du champ politique congolais* (1946-1991), op. cit., pp. 277-289.

Ninjas, Cobras et Zoulous, ils exaltent la force brutale et la ruse, s'entraînent à briser les cadres de référence de la légalité et sapent la construction " démocratique " congolaise qui se fait sans eux. L'utilisation de ces nouveaux schèmes de représentation et d'action montre qu'une transformation est intervenue, de la part des non-héritiers en atouts politiques, dans le rapport entre les pratiques d'appropriation symbolique des œuvres cinématographiques et les pratiques de protestation politique. A la suite de cette transformation, les jeunes défavorisés adhèrent à une nouvelle éthique du corps, où celui-ci n'est plus seulement le support de l'habillement mais aussi l'expression de la violence[52].

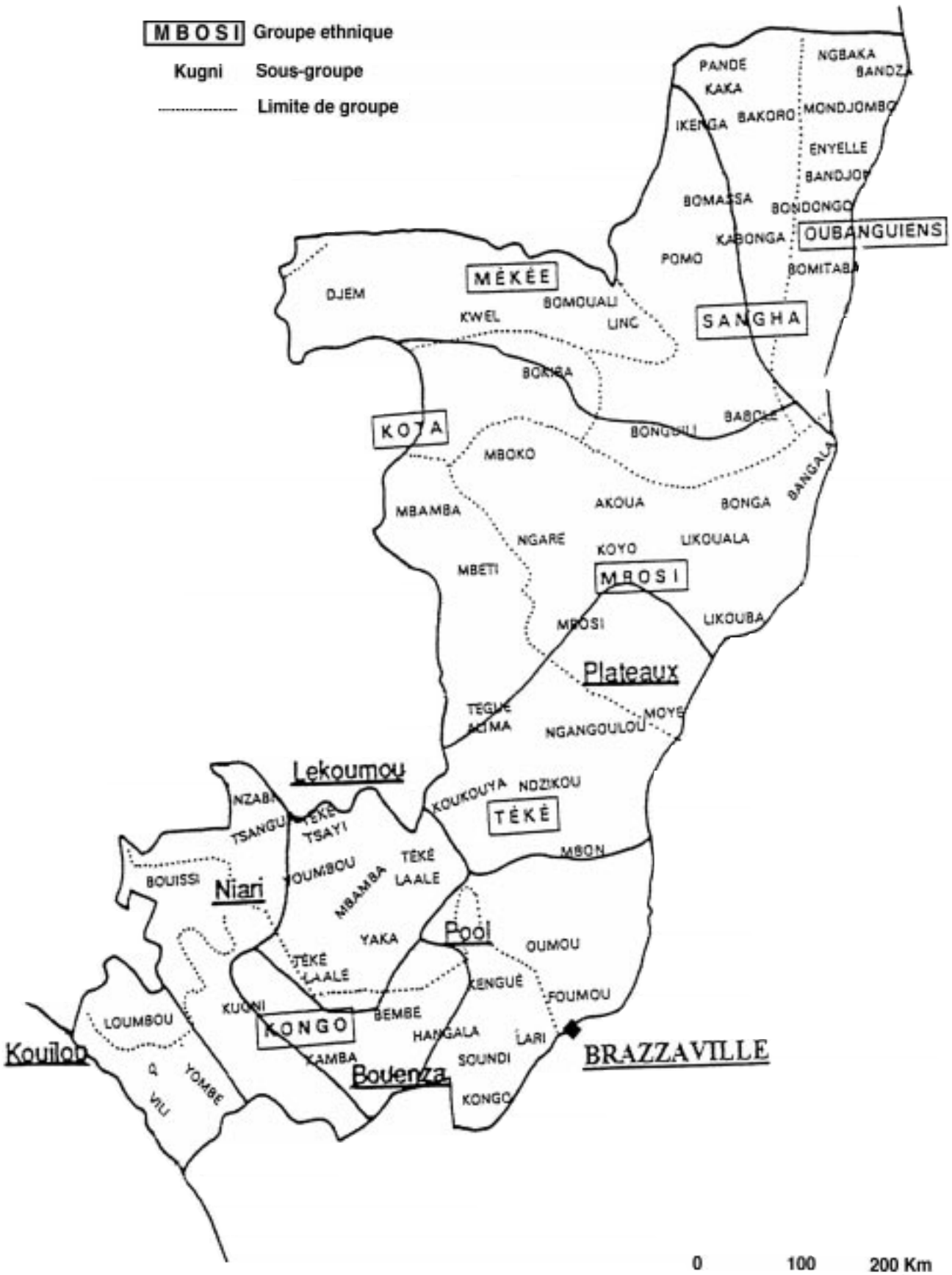
[52] Un sapeur surnommé Romario qui, à la fin des guérillas, alla s'exhiber au marché Total de Bacongo, un des hauts lieux de la Sape, fut attaqué par des jeunes et frappé. On lui reprochait de revenir aux choses futiles alors que la situation du pays était devenue grave. Romario récidiva et les réprimandes recommencèrent. Il a fini par renoncer.

## Tableau récapitulatif des milices et bandes armées à Brazzaville

| Nom | Réserve ministérielle | Ninja | Cobra | Zoulou |
|---|---|---|---|---|
| Date de création | 9 août 1993 | Début juillet 1993 | Début novembre 1993 | Mi-novembre 1993 |
| Parti fondateur et leader du parti | UPADS (Pascal Lissouba) | MCDDI (Bernard Kolelas) | PCT (Denis Sassou-Nguesso) | UPADS (Pascal Lissouba) |
| Fonds ethno-régional | Nibolek | Tchek | Nordistes | Nibolek |
| Responsables | Colonel Jean-Marie Nguembo (frère du ministre de l'Intérieur) | Général Philippe Bikinkita (frère de B. Kolelas) | Colonel Michel Ngakala (cousin de D. Sassou-Nguesso) | |
| Arrondissements d'intervention | Tous les arrondissements | Bacongo et Makélékélé | Poto-Poto et Talangaï | Mfilou |
| Dates importantes | Début nov. 1993 : remplace les FAC dans les opérations de «nettoyage de Bacongo» (tentative d'infiltration et tir à l'aveuglette) De mi- nov. 1993 à janvier 1994 : travaille en association avec les Zoulous pour réprimer les Tcheks de Mfilou | 7 juillet 1993 : résiste contre les FAC chargées d'enlever les barricades Juillet 1993 : chasse aux Niboleks à Bacongo destruction des maisons 3 nov. 1993 : résiste contre le bombardement de Bacongo par les FAC | Début nov. 1993 : participe à la résistance de Bacongo | mi-nov. 1993 à janv. 1994 : attaque des Tcheks dans Mfilou. Assassinats et destructions de maisons. |

# CONGO

## Régions administratives et géographie des ethnies




Source : INRAP, Brazzaville, 1976

## LE PAYSAGE POLITIQUE BRAZZAVILLOIS

**depuis les élections locales de 1992**

